

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 59 - février-mai 2019

14^e année

Prix libre

C'était au temps où...
On abattait
la colonne Vendôme,
attentat à la fraternité,
Le plus sacré des droits,
et le plus imprescriptible
des devoirs,
était l'insurrection,
On mangeait
des financiers
en chantant
le Temps des Cerises,
où gais rossignols
et merles moqueurs
étaient tous en fête...



Une brillante leçon d'humanisme préfectoral

DANS LA MONTAGNE du 20 janvier, on pouvait lire ces mots de M. Maurel, secrétaire général de la préfecture, à propos de l'année 2019 : « *Les anarcho-autonomes descendront peut-être encore de leurs montagnes pour nous donner des leçons de tolérance. C'est comme si un alcoolique nous donnait des leçons de tempérance.* » De tels propos appellent plusieurs remarques...

M. Maurel fait ici allusion aux journées de septembre 2018 qui ont sans doute bousculé son quotidien de haut-fonctionnaire. Deux cents personnes à Guéret, venues non seulement de la montagne limousine, mais des quatre coins du département, pour réclamer la libération d'Abdel¹. Manifestation et barrage filtrant aux abords de la préfecture, occupation de la mairie, gaz lacrymogène aux grilles de la gendarmerie, entrevue tendue avec une délégation de l'assemblée des manifestants. M^{me} Catherine Moulin, maire de Faux-la-Montagne, ou M^{me} Pierrette Bidon, candidate EELV aux dernières élections régionales, faisaient partie de cette délégation. Elles ont sans doute été intéressées d'apprendre qu'elles émargeaient désormais au club très fermé, très prestigieux et très terrible, des anarcho-autonomes. Mais, nous dira peut-être M. Maurel, si elles n'en sont

pas, c'est qu'elles sont manipulées. Il ne le dira pas : M. Maurel est un homme délicat. Et novateur de surcroît.

Les gens de pouvoir, réprimant la révolte, nous ont habitué à se faire défenseurs de l'ordre, de l'état de droit, de la démocratie, voire même, dernièrement, de la liberté de manifester ! Et voilà que M. Maurel se fait le chantre de la tolérance. C'est beau... Mais les faits sont têtus : on aura du mal à expliquer aux dizaines de personnes, hommes, femmes, enfants, expulsés de Creuse depuis des années, vers des ailleurs plus qu'incertains, que l'homme qui voit passer les arrêtés d'expulsions sans s'émouvoir, au chaud dans son bureau, fait ainsi, et contre toute attente, œuvre de tolérance. À vrai dire, M. Maurel semble plus soucieux de se construire une sorte d'ennemi intérieur, les terribles anarcho-autonomes, sauvages descendant de leurs montagnes, pour justifier les basses œuvres de la Préfecture, et nourrir le climat de peur sur lequel tout pouvoir prospère. Il y met le mépris et l'arrogance nécessaires et fait mine d'ignorer les nombreux témoignages de soutien de la population envers les manifestants, lors des journées de septembre, à Guéret, et sur les marchés où des stands d'information pour l'accueil des migrants commencent à être déployés.

Bien sûr, si M. Maurel voulait nous expliquer en quoi son travail est motivé par les valeurs de tolérance ou de fraternité, nous serions ravis de l'entendre. Il ne s'y abaissera sans doute pas. Et nous, qui ne descendons d'aucune montagne, qui adhérons mal aux étiquettes que le pouvoir aime coller sur ses opposants, nous continuerons de tendre la main, d'appeler à rassembler les partageux, à bousculer les accapareurs, sans chef, ni beaucoup de finances, par souci de justice, d'hospitalité. Et si nous sommes allés chercher ces valeurs chez les anarchistes, c'est faute de les avoir trouvées sous les ors de la République, où M. Maurel peut bien continuer de briller. Pour combien de temps encore ? Et combien de méfaits ? Il faudra bien que les temps changent pour que les historiens du futur puissent trouver, à ce début de XXI^e siècle, un franc soleil d'humanité.

ARTHUR BOCQUET

1. Depuis, Abdel a obtenu l'asile en France. Nordeen, son camarade de Faux la Montagne, attend toujours une réponse. Michel Lulek, habitant de Faux, accusé de violences lors d'une manifestation en faveur de ce dernier, a été condamné à 1000 euros d'amende avec sursis, et relaxé pour son refus de prélèvement ADN. Le parquet a fait appel.

Jeunesse de France... réjouis-toi !

LE MARÉCHAL L'A PROMIS, le Maréchal le fait ! C.J.F. (Chantier de Jeunesse de France), S.T.O. (Service du Travail Obligatoire), S.N.U. (Service National Universel).

« Afin de ne pas apparaître aux yeux de l'occupant comme une organisation militaire, les Chantiers seront placés sous la tutelle du secrétariat d'État à la jeunesse. » Ceci est le texte de 1940.

Aujourd'hui, le secrétariat d'État à la jeunesse déclare : « Il ne s'agit pas de relent nostalgique du service militaire (la bonne blague, impossible d'invoquer l'objection de conscience par exemple), mais **d'un dispositif complémentaire de l'école où les militaires auront une place importante.** » Attends, relis cette dernière phrase bien lentement. « Ils formeront les encadrants titulaires de B.A.F.A. par exemple (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur). » Ou comment militariser la jeunesse dans son ensemble, jusqu'aux colos.

« J'ai demandé aux préfets de cartographier la jeunesse (toujours le même machin de la jeunesse) de leur département (ça signifie en langage clair de fichier), pour que participent à la fois des jeunes scolarisés, des

apprentis, des décrocheurs (qu'est-ce-que c'est en français, ça ?), des jeunes en situation de handicap (c'est amusant Hitler avait aussi demandé ce genre d'étude sur la population), et que la cohorte de volontaires (alors que ça va être rendu obligatoire) reflète bien la cohorte des jeunes de 16 ans sur le territoire. » Gentils Creusois vous êtes dans le lot.

Ce dispositif est obligatoire pour toute une classe d'âge soit 800 000 jeunes de 16 ans l'année qui suit la troisième parce qu'avant c'est compliqué, ce serait illégal.

Le coût budgétaire total ne devrait pas dépasser quelques milliards d'euros. Oui quand on estime à ce niveau il ne faut pas non plus pinailler. Quelques milliards, ça va d'où à où ?

« Mis à profit pour prolonger la formation civique et la sensibilisation aux sujets de sécurité et de défense en vue d'accroître la résilience individuelle et collective (les soirées foot ne font plus l'affaire pour l'abrutissement des masses ?), le S.N.U. sera un moment dans la vie du citoyen qui lui permettra de partager l'expérience d'une communauté d'âge et de la mixité sociale, et de



découvrir les différentes formes d'engagement possibles. »

Dans le prochain numéro nous reviendrons sur ce S.N.U. qui n'est pas à négliger tant il représente un réel danger pour l'avenir.

GABAR

Appel à soutien pour les fermes tarnaises où l'on refuse encore le puçage électronique des bêtes

ON VOUS AVAIT INFORMÉ en avril dernier que des menaces de procès planaient sur deux fermes qui, depuis des années, affichent un refus frontal de se soumettre à la réglementation sur le marquage électronique de leurs animaux : celle de Granquié (Nathalie Fernandez et Laurent Larinet, qui élèvent des brebis) et celle d'Al Truc (Adeline Galaup et Pierre Mestre, qui élèvent des chèvres). Pour répondre à ces menaces, on était allé envahir les locaux de la DDCSPP pendant toute une matinée, pour montrer notre détermination et demander que les menaces judiciaires ne soient pas mises à exécution.

Pendant l'été, nous avons réfléchi à ce qu'impliquait des procès en termes d'engagement, de difficultés à tenir les fermes, de capacités à récolter de grosses sommes d'argent. Nous avons contacté des avocats et sorti avec eux la règle à calcul : même si les sanctions appliquées lors d'un premier procès étaient les plus basses prévues par la loi (environ 70 € d'amende par bête), avec 250 moutons à Granquié et 50 chèvres à Al Truc, elles s'élèveraient à plus de 20 000 €. Ce à quoi il faudrait ajouter quasiment autant en retraits de prime et frais de défense.

Nous avons longuement discuté de savoir s'il était réaliste par les temps qui courent d'espérer trouver 30 à 40 000 € en nous adressant à vous. Certains éleveurs du groupe se sentent isolés, doutant que leur combat intéresse encore assez de gens pour qu'ils puissent se permettre de pousser la désobéissance plus loin. En même temps, nous sommes un certain nombre à sentir que la critique de l'informatisation du monde que nous portons de longue date commence à susciter plus d'intérêt : suffisamment pour nous permettre de tenir ?

On en est arrivé à la position collective suivante : nous doutons de pouvoir assumer les montants évoqués pour deux procès et 300 bêtes, mais nous nous sentons en mesure de faire face au poids d'un procès et aux amendes encourues pour une ferme, plus les retraits de primes pour les deux fermes, auxquels nous ne devrions pas couper.

Début septembre, Nathalie (les brebis de Granquié sont à son nom) a été convoquée à la gendarmerie : il lui a été dit que si elle ne mettait pas les boucles électroniques, elle irait vers un procès assez rapidement. Des

raisons personnelles, exposées dans le courrier joint¹, se sont conjuguées avec la réflexion collective pour aboutir à la décision que la ferme de Granquié allait commander des boucles pour la première fois et se tiendrait prête à les mettre. Donc, une des fermes se range au moins provisoirement, mais le refus de puçage est maintenu par les autres éleveurs du groupe, notamment à Al Truc où les gendarmes ne sont pas encore venus mais sont attendus.

Nous lançons ainsi une nouvelle campagne de récolte de fonds pour être en mesure de continuer cette lutte malgré le sentiment que l'étau se resserre. Autant que l'argent, nous avons besoin de sentir que cette histoire intéresse du monde et qu'il vaut la peine de continuer d'envoyer paître les contrôleurs, les administrateurs, les technocrates du ministère et de Bruxelles, les industriels qui se trouvent derrière (ou dans) la puce RFID.

Au-delà des sanctions financières, porter des refus face à l'administration ou à la machine industrielle nous complique la vie de bien des manières. Voilà donc quelques formes de soutien que nous avons imaginées :

DILUER LA RESPONSABILITÉ

ADMINISTRATIVE

En tant que détenteur d'un troupeau, nous sommes nommément responsables des obligations inhérentes à l'élevage donc facilement (ré)préhensibles par l'administration. Un détenteur collectif ou changeant (sur le papier, les bêtes ne bougeant évidemment pas de leur élevage) noierait significativement le poisson. Nous avons donc besoin de complices qui partagent avec nous la responsabilité des refus administratifs que nous portons. Écrivez-nous, venez nous voir et on en parle !

ABATTRE À LA FERME

Amener les bêtes dont nous avons pris soin dans des abattoirs concentrationnaires nous répugne. Quand bien même le serrage de vis administratif ambiant nous en ferme de plus en plus les portes. L'abattage ne devrait pas être entre les mains d'une poignée de personnes qui ne peuvent que sombrer devant le nombre de carcasses qui défilent entre leurs mains chaque jour. Acheter une bête vivante, en famille ou à plusieurs (quitte à être nombreux si la bête est grosse), nous permet d'éviter les risques encourus en vendant la viande d'animaux abattus à la ferme (pour

un ou des particuliers, ces risques sont très minimes). On peut toujours s'organiser pour les questions pratiques. Nous avons donc besoin de gens qui initient et participent à des réseaux d'achat de viande clandestine, qui les promeuvent. Écrivez-nous, venez nous voir, on n'oubliera pas de bien manger et de bien boire !

SUBSISTER

Comme dans toute lutte, le premier bâton est le porte-monnaie. Pour les raisons évoquées plus haut et parce que ces primes représentent tout ou partie de notre revenu, nous avons donc besoin de soutien financier pour essuyer ces pertes. En réponse à notre premier appel à soutien, certains d'entre vous avaient organisé des soirées et concerts de soutien, lancé des cultures de patates, de pois-chiches ou d'oignons solidaires dont la vente a alimenté la caisse, d'autres nous ont donné un cochon pour en faire de la bonne charcuterie... Les petites sommes envoyées individuellement sont aussi les bienvenues. Écrivez-nous... (merci d'avance !)

Plus largement, nous appelons aussi à :

- Continuer à mettre en œuvre et en relation des résistances à la vague d'informatisation dans tous les corps de métiers (nous pouvons vous envoyer sur demande les brochures du groupe Écran Total et vous donner les contacts de personnes proches de chez vous).
- Inciter au boycott des produits industriels et des supermarchés au profit de ce qui reste de marchés locaux.
- Demander à vos voisins éleveurs de rétro-pédaler, de saboter... et les y aider.
- Participer à la réappropriation collective de terrains agricoles pour permettre à tous ceux qui le peuvent de mettre les mains à la terre.

Si vous avez d'autres idées pratiques ou si vous cherchez du soutien de votre côté, n'hésitez pas à nous en faire part. Écrivez-nous, venez nous voir² !

FAUT PAS PUCER (MÉMÉ DANS LES ORDIS)

Novembre 2018

Le Batz – 81140 Saint-Michel-de-Vax
fautpaspucer@laposte.net

1. Courrier disponible sur demande à *Creuse-Citron*.

2. Le collectif se réunit tous les quinze jours environ, dans différents lieux tarnais. La porte est toujours ouverte, soyez les bienvenus.

L'école numérique : miroir aux alouettes ?

Après-midi débat en présence des signataires de l'Appel de Beauchastel

Immersion de quelques terriens sur la planète « Super Demain, l'incroyable rendez-vous du numérique » lors d'une journée organisée par l'association Fréquences École, en décembre 2018, au Palais de la Bourse à Lyon.

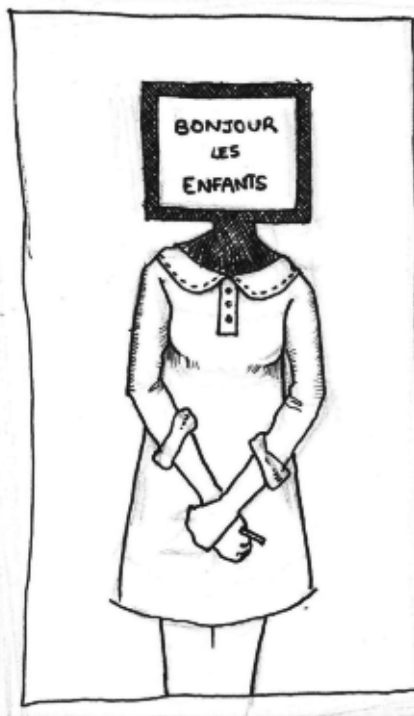
LA MATINÉE COMMENCE par la visite de multiples stands d'accompagnement au numérique. À savoir : nous amener vers un usage critique du numérique. Soit. On a donc, pêle-mêle, un stand où les enfants sont sensibilisés au pouvoir de la pub ; on les invite à remplir des slogans à trous « Actimel, renforce vos... » et à créer eux-mêmes leurs pubs avec un vrai studio photo. Subversion, quand tu nous tiens... Un autre stand nous apprend à avoir un usage « responsable » d'Internet : pour cela, nous pouvons coller des post-it indiquant « supprimer ses spams régulièrement », ou bien, « se déconnecter quand on n'utilise plus Facebook ». Un impertinent ajoute « faire un stage à Foxconn ou dans une mine de coltan ». Un autre stand est dédié à la (petite) entreprise Youtube. Cynisme, ironie ou bêtise ? On propose aux enfants de construire leur propre Wall-E (rappel : Wall-E est un robot qui, dans le film éponyme, est condamné à nettoyer une planète dévastée par l'activité humaine et dans lequel les quelques humains survivants vivent sur des fauteuils roulants dans une navette spatiale, ne sachant plus communiquer entre eux qu'au travers d'écrans). Cette activité répond bien à la question « Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? ». Le monde du film *Wall-E*. Afin d'éviter de se demander « quels enfants allons-nous laisser au monde ? », des stands proposent des jeux-vidéos sur lesquels petits et grands passeront le plus clair de leur journée.

Pour les quelques personnes qui ne veulent pas jouer aux jeux-vidéos, il y a quatre « super-shows, une nouvelle forme dynamique de conférence avec des experts passionnants ». Le dynamisme ? Avant chaque présentation, un journaliste-animateur invite le public à s'inscrire à une application via un smartphone, puis à répondre à une question qui s'affiche sur l'écran. Oui oui, vous vous souvenez bien, comme dans n'importe quelle émission de télé où l'on était invité à envoyer A, B, C ou D au 61010 (0,23 € le sms) pour répondre à la question débile. On voit instantanément le public courber l'échine et jouer le jeu docilement. Lorsqu'une participante souligne qu'ayant fait le choix de ne pas avoir internet sur son téléphone, elle se sent exclue, on ne lui répond pas ; mais ça permet à un autre participant de rebondir sur le monde en préparation, la smart-vie connectée

qu'eux, les propagandistes du numérique, promeuvent. « Mais pourquoi vous êtes venus alors, demande l'animateur, puisque vous n'aimez pas le numérique ? »

Il est proposé à Michel Guillou – l'intervenant de la première conférence sur la question « Peut-on élever ses enfants grâce à internet ? » – qui tient le blog culture-numérique.fr et qui voit le numérique comme « un nouveau modèle d'humanisme social, citoyen et politique », d'aller parler humanisme aux travailleurs de Foxconn. Comme le trouble-fête critique aussi Dorie Bruyas, présidente de Fréquences École, elle est appelée à la rescousse pour dire que non, l'association ne promeut pas le capitalisme, que chacun est libre de ses choix et qu'avant tout, il faut faire un usage critique du numérique. Dommage ; il lui est aussitôt rappelé que son association est subventionnée par la Fondation Free et qu'elles ont le même objectif : « résoudre la fracture [c'est-à-dire promouvoir le] numérique ». Au regard des ateliers et des titres des conférences, on eut fait mieux en terme de pensée critique.

Le deuxième show, « Peut-on s'aimer grâce aux réseaux ? », par des féministes 2.0, ne sera pas perturbé ; il est seulement souligné que, pendant qu'elles parlent de sexe, ces féministes oublient de parler d'amour. « Oh mais vous savez, l'amour, chacun le voit comme il le veut ! »



Puis il y a « Peut-on réussir sa vie grâce au numérique ? », où Antonio Casilli, sociologue, présente l'Internet actuel comme le monde de la Macronie, de la station F (Free), de la précarité des travailleurs du clic, une vision plutôt anti-libérale qui dénote avec l'engouement général autour de lui, mais qui ne propose qu'une chose : que les GAFAM soient taxés. Classique d'une personne convaincue par « l'univers du libre ». Mais que fait-on, encore une fois, des travailleurs de Foxconn, de l'extractivisme destructeur, de l'anéantissement de nos métiers et relations sociales ? Pas de réponse. Sa voisine, Dominique Pasquier, sociologue aussi, préconise, de son côté, d'enseigner l'informatique à l'école, « parce que c'est le monde dans lequel on vit », tout en insistant sur le fait qu'évidemment c'est un leurre de croire que chacun des élèves deviendra Bill Gates ; ce à quoi certains participants répondent qu'il serait plutôt souhaitable que les jeunes aient de réels cours d'écologie, d'économie, d'histoire ou de philosophie politique, afin de comprendre « le monde dans lequel on vit ».

Pour finir, le dernier show est intitulé « Peut-on sauver la planète grâce aux datas ? ». L'intervenante dresse un exposé plutôt réaliste, donc alarmant, de la gabegie énergétique que représentent les data-centers. L'animateur tente alors désespérément de se raccrocher à sa chaise et à la question « Oui, mais alors, grâce aux datas, comment peut-on faire ? » La solution est trouvée : il faut regarder moins de films et de vidéos de chatons dans le métro. La phrase la plus twitée sera « la planète brûle et on regarde Netflix ». Conclusion de l'intervenante : « *Oui, on aimerait bien dire aux grosses entreprises de réduire leurs nuisances, mais c'est encore à nous de faire des efforts.* »

Qu'amène donc la numérisation de tous les temps de la vie – relations, rencontres, commerce, musique, distractions, travail, éducation, santé, administration, services publics, justice, etc. – si ce n'est une absolue *misère* ? L'usage des bons côtés présumés du numérique est-il seulement compatible avec le désir d'une organisation sociale plus juste, qui ne pervertirait pas tout ce qu'elle touche en le réduisant en marchandise ? Et quel genre de marchandise est aujourd'hui la donnée informatique ?

Avec le numérique, l'économie décuple sa mainmise sur le devenir des jeunes, via le LSU ou Parcoursup par exemple¹, et l'État ouvre grand les portes de l'école aux entreprises qui transforment avec une avidité et un cynisme sans cesse renouvelés les relations humaines en matériaux exploitables à des fins de profit, jusque dans les salles de classe.

Les trouble-fête du salon « super demain » sont membres de l'Appel de Beauchastel, un collectif d'enseignants qui résiste à la numérisation de l'école : « *On nous encourage à river nos élèves aux écrans durant les seuls moments où ils pourraient encore y échapper, sous le prétexte de les soumettre à des méthodes pédagogiques innovantes ou de les éduquer aux médias, sans se représenter un seul instant le rôle majeur des technologies numériques dans la dégradation des capacités cognitives élémentaires des élèves (logique, expression fluide, concentration, attention, discernement). Finalement, pourquoi ne pas renoncer à enseigner, en feignant de croire qu'une connexion Internet permet à elle seule de s'approprier un savoir réel ? Pour nous, ça suffit².* »



Les signataires de l'Appel de Beauchastel invitent toutes les personnes soucieuses de l'éducation des enfants, de la privatisation de l'enseignement et de la destruction de l'école publique, à venir débattre le samedi 23 février 2019 à Aubusson, au Fabuleux destin, 6, rue Roger Cerclier, à 17 heures.

1. Pour plus d'explication, lire le texte « Nouveau livret scolaire – mon métier : gestionnaire de données » disponible sur demande à *Creuse-citron* ou à l'adresse de l'Appel de Beauchastel, 27 ter, rue des Terras, 07800 Beauchastel.

2. Extrait de « l'Appel de Beauchastel contre l'école numérique », décembre 2015, actualisé en août 2018. Texte disponible sur demande.

Pendant ce temps-là, aux troisièmes Rencontres nationales de la robotique éducative à l'Institut français de l'Éducation – École normale supérieure de Lyon, octobre 2018.

LE MATIN, pour pouvoir prendre un café, il faut traverser un couloir rempli de robots et de leurs coéquipiers ingénieurs-commerciaux qui présentent leurs produits. On trouve déjà (c'est important) des robots à programmer « avec tous les capteurs possibles », des suites logicielles de programmation, ainsi que les fameux robots de présence Awabot, sans oublier les inévitables « guides de l'enseignant »

édités par chacune de ces entreprises (c'est important), vous avez ainsi le cours « clefs en main ». Je prends mon mal en patience, je ne veux pas débattre avec des vendeurs. Après tout, quand on est à Ikea, on n'a pas besoin de dire aux employés qu'ils vendent de la camelote, tout le monde le sait : ils ne font « que leur boulot »... J'oubliais alors que j'étais dans un (prestigieux) établissement public de la connaissance... Si j'avais su, alors, que j'en retrouverais certains en tribune pour les conférences !

En voici une, intitulée « Demain, des robots enseignants ? ». Une question titille la partie naïve (et de mauvaise foi) de mon cerveau : pourquoi parle-t-on de

« demain » ? Les robots sont déjà dans le couloir ! En réalité, les décideurs en tribune ne préparent pas le futur, ils l'ignorent. Les start-up l'ont conçu, à eux maintenant « d'institutionnaliser les pratiques ».

En ouverture des conférences, l'administrateur de l'IFE (Institut français de l'Éducation) et d'autres bureaucrates enchaînent les phrases creuses du genre : « *j'ai la conviction que les robots sont des outils pertinents pour la pédagogie* », « *ne jamais oublier que les robots et la robotique sont au service des humains* », « *les robots ne déshumanisent pas* ». Puis ils laissent la place aux marchands : « *Les robots sont là pour enlever des tâches pénibles aux enseignants.* »

Une réunion anti-éoliennes (suite et fin)

Le 22 septembre s'est tenue à Guéret une conférence organisée par SOS Eole 23, collectif regroupant depuis l'hiver dernier les six plus importantes associations anti-éoliennes du département. Nous poursuivons l'analyse de cette réunion, et des faiblesses de l'opposition aux éoliennes qu'elle illustre.

Lorsque l'on participe à une réunion d'un collectif anti-éolien, on a souvent l'impression qu'une espèce de fantôme plane au-dessus de la salle. On n'en entend souvent pas parler, ou presque pas parler, sauf au détour d'une phrase, comme un lapsus. Pourtant on a bien l'impression qu'il est là, et même qu'il détermine pour partie l'attitude des personnes présentes.

Souvent chacun fait bien attention de ne pas évoquer la présence de cet hôte indésirable – celui dont on ne peut pas prononcer le nom – par peur peut-être de déclencher les polémiques, les discussions sans issues, les conclusions inassumables.

Parfois quelqu'un parle brièvement du nucléaire (puisque c'est de lui dont il s'agit), mais l'intervention n'a aucune suite, et on passe à autre chose.

Lors de la conférence du 22 septembre, la situation fut un peu différente. Le conférencier était un ingénieur, il parlait au nom d'une réalité objective, celle des chiffres : la quantité d'électricité produite, avec quelle efficacité technique et quel coût direct et indirect. Il n'était donc ni pour ni contre les centrales nucléaires : il était seulement pour la réalité. Et la réalité, la réalité française de 58 réacteurs nucléaires vieillissants (25 réacteurs simultanément à l'arrêt cet été pour « maintenance ») lui paraissait excellente.

L'électricité française n'est pas chère puisque ces monstres (les centrales) ont pour la plupart plus de trente ans et sont donc « amortis ».

Personne n'envisage vraiment de les remplacer en « renouvelant le parc » : ce serait beaucoup trop cher, et il n'existe plus, dans notre monde si instable, aucun personnel politique, économique, industriel ou scientifique capable de planifier sur des dizaines d'années un projet de cette ampleur. Bien bon s'ils pensent sérieusement à cinq ans du présent.

Personne d'ailleurs n'envisage non plus de les démanteler un jour – non seulement le coût en serait lui aussi pharaonique ; mais en fait personne ne sait démanteler un réacteur nucléaire : il n'existe à ce jour aucun réacteur sur la planète dont le démantèlement soit achevé.

Quant à la gestion des déchets, l'idée de chiffrer sérieusement le coût économique de leur enfouissement et de leur surveillance sur des siècles/dizaines/centaines de milliers d'années, cela a quelque chose d'absurde et de vertigineux (voir le film, éclairant et terrible, *Into eternity*, sorti il y a quelques années).

L'ingénieur à la tribune, prudent, nous assure que, pour les vingt ans qui viennent, le « mix énergétique » français actuel – bref, l'électricité nucléaire – est parfait et n'a pas besoin des éoliennes. Bizarrement il n'explique pas pourquoi il dit « pour les vingt ans qui viennent ».

On comprend qu'« avec beaucoup de chance, aucun réacteur ne va exploser en France d'ici là » (même un fanatique n'oserait pas préconiser la prolongation au-delà de vingt ans des réacteurs actuels en bout de course).

On se demande quand même : et si cela n'a pas explosé d'ici-là, comment produira-t-on l'électricité dans vingt ans ? Et que fera-t-on de ces abominables cadeaux ?

Et on devine : « Je m'en fous, dans 20 ans je serai mort ; que le monde périsse avec moi, peu m'importe. »

Un de ses comparses, dans la salle, ingénieur lui aussi, répond à mes questions sur les risques, liés notamment au vieillissement des réacteurs, mais aussi aux graves défauts de fabrication des cuves dans la plupart des centrales, désormais reconnus officiellement et dont les conséquences possibles se précisent avec le temps ; ou encore sur les énormes problèmes de la cuve du réacteur non encore terminé de Flamanville, qui ont donné lieu à d'ubuesques préconisations de la part de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) l'an dernier.

Ses réponses sont d'un aplomb et d'une impudence tout droit sortis des années soixante-dix, comme si Tchernobyl et Fukushima n'existaient pas. Tout y est, même la comparaison des réacteurs avec une voiture ou une casserole à pression, sans oublier l'indépendance, évidemment, de l'ASN.

Est-ce qu'il convainc vraiment la salle ?

On rappelle au conférencier qu'il existe des ingénieurs comme lui dont la spécialité est de calculer le « coût indirect de l'électricité nucléaire » constitué par la probabilité d'une catastrophe majeure ; des scientifiques qui font des évaluations probabilistes d'avoir tant de milliers, ou de millions de morts et de malades, morts et malades dont le coût économique (en points du PIB, etc.) est lui-même calculé, et évalué en termes de « bénéfice-risque ».

Que la question se pose donc : doit-on considérer que même avec une catastrophe majeure sur un réacteur de Nogent-sur-Seine (à côté de Paris) ou sur un réacteur de Civaux (à côté de chez nous), l'électricité nucléaire reste une énergie compétitive ?

À cela, notre conférencier répond, rapidement, qu'un Tchernobyl ou un Fukushima n'est pas une hypothèse envisageable à Nogent-sur-Seine (effectivement : ce serait un Nogent-sur-Seine).

Il serait fastidieux de détailler davantage les arguments qui ont été avancés cet après-midi-là, et surtout les très nombreux arguments très raisonnables et très humains qui sont opposés au nucléaire depuis des dizaines d'années. Il existe de très bons livres disponibles sur le sujet ; et l'on peut croiser régulièrement des articles de presse qui en disent assez pour se faire une opinion définitive.

Ce qui nous intéresse plutôt ici, c'est de comprendre quelle place occupe exactement la « question nucléaire » au sein de l'opposition aux éoliennes, parce que cette place apparaissait éloquentement lors de cette réunion du 22 septembre.



Le premier point à remarquer, c'est que le conférencier ne mène pas une défense positive du nucléaire ; il ne demande pas : « Est-ce bon ? », pour argumenter ensuite que « c'est bon ». Il dit simplement : « C'est là. » Son argumentaire explicite est une critique convaincante de l'éolien du point de vue technique et économique (voir le précédent *Creuse-Citron*). Le nucléaire est présupposé, il est hors de discussion ;

et on aboutit donc au même résultat que ce qui était évoqué au début de cet article: il devient un impensé, un fantôme.

Des anti-éoliens peuvent ainsi construire tout leur argumentaire sur l'opposition (au demeurant parfaitement fallacieuse, comme nous allons le voir): nucléaire ou renouvelable, sans que la question: «Voulons-nous du nucléaire?» ne soit posée à aucun moment.

Sans quelques interventions ultra-minoritaires de la salle, ce présupposé nucléariste aurait été accepté à Guéret, comme il l'est d'ordinaire.

Le second point, relativement surprenant à noter, c'est que dès que ce présupposé est remis en cause par une prise de parole, dès que la question du nucléaire est posée en tant que telle, on a l'impression que les gens dans la salle sont assez mal à l'aise, voire même se «retournent»: il n'y a presque personne qui prenne la parole pour défendre ouvertement les centrales. Et pour cause, il n'y a bien qu'un ingénieur qui puisse assumer le degré d'«objectivité» (en fait de mépris de l'humain) véritablement nihiliste nécessaire pour cette tâche.

En réalité, aujourd'hui, à peu près tout le monde (hormis peut-être parmi les plus jeunes) sait en gros à quoi s'en tenir sur l'atome. Chacun en a entendu assez, avec et malgré la propagande, pour avoir au moins l'intuition de la catastrophe qui se cache derrière la centrale, et que c'est tout bonnement dégueulasse de continuer, malgré tout, ce «business».

Et vraisemblablement il en va de même pour l'ensemble de la catastrophe «écologique» en cours, et pour notre «responsabilité collective» là-dedans (la responsabilité de la société à laquelle nous appartenons que nous le voulions ou non, et dont nous dépendons pour vivre). En gros, tout le monde le sait.

Une prise de parole dans la salle résume l'état d'esprit général. Quelqu'un a dit à peu près: «Bien sûr personne ici n'est pour le nucléaire, mais si le nucléaire est mauvais et si le renouvelable est mauvais, quelle solution avons-nous?»

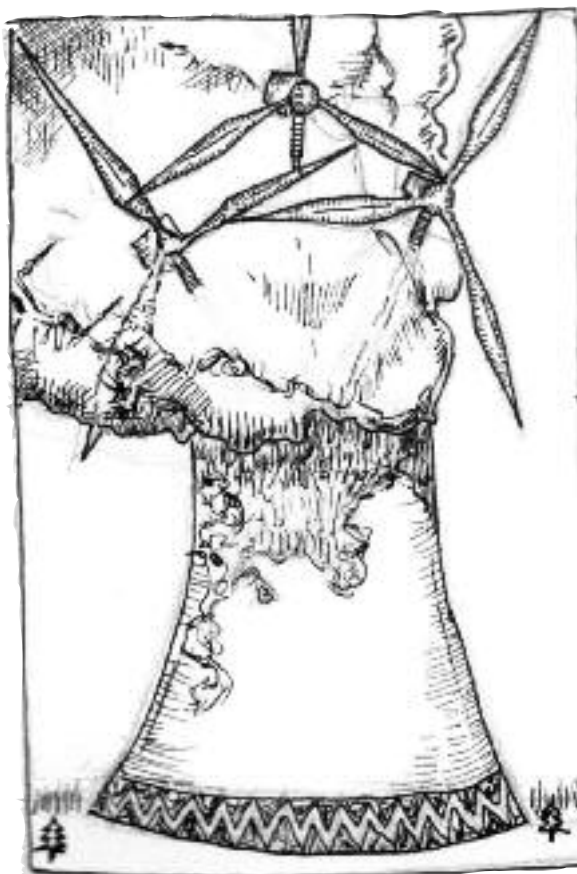
Assez comiquement, la même personne dit également: «D'ailleurs, Monsieur le conférencier non plus n'est pas un pro-nucléaire», à quoi ce dernier répond cette évidence que, si, il est bien un défenseur de cette industrie.

Quelqu'un d'autre dans la salle m'a lancé également: «Je suis d'accord avec ce que vous dites, mais je suis aussi d'accord avec ce que dit le conférencier.»

Un troisième enfin fait cette intervention typique: «Bon puisque éolien et nucléaire sont mauvais, ne pourrait-on pas défendre autre chose, comme la méthanisation par exemple?» À quoi il est répondu que de telles «solutions de remplacement» sont absolument dérisoires au regard de la consommation énergétique de notre système social.



Un tel flottement sera certainement de courte durée. La question centrale des personnes présentes est de refuser les éoliennes. Toutes les autres préoccupations sont subordonnées à cette exigence. Se demander ce qui est souhaitable et juste, ce qui est bon et ce qui est vrai, tout le monde s'en soucie comme d'une guigne. C'est bien à cela que l'on reconnaît le nihilisme au cœur de notre époque, au cœur de chacun: ne



plus se soucier de la morale ou de la vérité.

Regarder en face le fait que notre organisation sociale est dans une impasse, qu'elle marche vers l'abîme, que «toutes les planches de salut sont pourries» – pour la production électrique comme pour le reste –, cela imposerait d'assumer qu'il faut remettre en cause et combattre cette organisation sociale, globalement. Et d'abord remettre en cause son «système de besoins», c'est-à-dire son mode de vie, c'est-à-dire sa définition du bonheur et de la liberté. C'est trop, c'est impossible, c'est impensable.

Et il est assez raisonnable de penser que, derrière le violent refoulement qui frappe la «question nucléaire», ce sont bien ces remises en cause-là qu'il faut à tout prix éviter d'envisager.

La remise en cause de l'éolien industriel oblige à mettre le nez dans la redoutable question énergétique; elle contraint à faire face au dispositif idéologique du développement durable, de la transition énergétique, etc. Les opposants aux éoliennes se

trouvent ainsi piégés entre des exigences contradictoires (malheureusement, le plus souvent insolubles pour eux).

Il ne faut pas s'étonner, alors, que la prise en compte si inconfortable de la réalité du nucléaire et de l'impasse sociale en général débouche rapidement, le plus souvent, sur le retour à la normale et au déni: «Nous sommes contre les éoliennes, mais nous ne sommes pas pour le nucléaire. Cependant il est là et nous ne sommes pas contre ce qui est là. Nous sommes pour cette société, c'est-à-dire pour la réalité. Donc... nous sommes pour le nucléaire. Parlons d'autre chose s'il vous plaît.» On peut d'ailleurs reconnaître un «raisonnement» symétrique chez les gens qui ne vivent pas à proximité de projets éoliens et n'ont donc pas de raisons concrètes et personnelles de s'y opposer. Quand vous essayez de leur expliquer votre opposition aux éoliennes, ils vous répondent systématiquement que c'est quand même mieux que le nucléaire!

Hormis l'absurdité du raisonnement (voir les limites techniques, etc. de l'éolien qui rendent impossible toute substitution d'une technique par l'autre) – qui laisse entendre que ces gens se préoccupent, eux aussi, fort peu de la recherche sérieuse de la vérité – ce qui est frappant dans cette réponse, c'est que ces gens ne se sont en général jamais préoccupés ou opposés un tant soit peu au nucléaire auparavant!

Et les voici tout à coup devenu antinucléaires, quand les fables du renouvelable et de la transition énergétique leur sont servies sur un plateau. La raison profonde, le mobile plus ou moins inconscient est le même: comment éviter toute remise en question difficile, dangereuse. Avant le renouvelable, la seule issue face à l'atome était le pur et simple déni (ça n'existe pas), maintenant qu'il y a les éoliennes, on peut se payer le luxe d'une nouvelle planche de salut qui a l'air ma foi très bien, si on n'y regarde pas de trop près (et si ce n'est pas trop près de chez vous). En définitive, dans la situation présente, c'est l'ensemble de la population qui vit en s'appuyant sur ce genre de refoulement. Pas étonnant que tout le monde soit plus ou moins malade.

Le déni de la question nucléaire et le malaise qui va avec ne sont pas pour rien dans la faiblesse persistante de l'opposition aux éoliennes industrielles, en Creuse et partout, malgré des centaines d'associations et sans doute des dizaines de milliers d'adhérents ou de sympathisants.

Quand on n'est pas profondément convaincu de son bon droit et de la justesse de son combat, on se bat mal, et on n'arrive pas



à convaincre les autres qu'au-delà de sa situation et de son intérêt particulier, c'est bien l'intérêt général et une cause juste que l'on défend. On n'arrive donc pas à trouver les alliés dont on a besoin pour remporter des victoires contre les industriels.

La première chose à faire pour les opposants aux éoliennes, c'est donc d'affirmer sans aucune ambiguïté que l'industrie nucléaire est une folie, une monstruosité, un crime. Qu'il faut la refuser et se battre pour son arrêt immédiat.

La seconde chose à faire, c'est de rappeler que, à l'opposé du bavardage dominant, le nucléaire et l'éolien ne s'opposent absolument pas, mais au contraire se correspondent et se complètent en tous points.

Ils sont tous les deux soutenus et imposés par l'ensemble des décideurs politiques, avec des moyens très voisins. Les grands groupes industriels et financiers qui se cachent derrière le développement du renouvelable sont aussi des spécialistes du nucléaire ou du pétrole, du gaz, etc. (voir ENGIE par exemple).

Il est significatif enfin que le CEA, l'un des principaux acteurs étatiques français en matière nucléaire, ait été rebaptisé il y a quelques années « Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies renouvelables ».

Personne, en dehors d'annonces vagues ou immédiatement démenties dans les faits, n'a jamais sérieusement parlé de remplacer le nucléaire par le renouvelable, ni même de le diminuer significativement par ce biais.

Dès le début de l'implantation massive de l'éolien en France, c'est-à-dire dès le Grenelle de l'environnement, le président Sarkozy avait martelé qu'il fallait maintenir et développer ensemble les deux filières : lancement de l'EPR, et en même temps lancement du programme éolien. L'augmentation importante de la capacité de production de l'éolien ces dernières années n'a entraîné la mise à l'arrêt d'aucun réacteur.

Quant à la « Programmation pluriannuelle de l'énergie » dévoilée par le gouvernement fin novembre, elle promet certes la fermeture de 10 à 14 réacteurs... d'ici 2035 ; mais ces fermetures sont motivées par le vieillissement des centrales et correspondent, d'après *Le Monde* du 28 novembre, au scénario que défend EDF pour ces réacteurs les plus anciens.

Le gouvernement réaffirme que « le nucléaire n'est pas une énergie du passé » et que les fermetures programmées sont sans lien avec le développement massif du renouvelable qui est par ailleurs annoncé.

« Il faut cesser de lier l'essor des renouvelables à la sortie du nucléaire » a déclaré le président Macron, selon *Libération* du 28 novembre. Mais depuis Sarkozy et le Grenelle, personne au pouvoir n'avait jamais fait sérieusement ce lien... Seuls des anti-nucléaires ou des anti-éoliens également aveugles et inconséquents avaient pu croire à de telles fadaïses.

Ce qui est planifié en réalité, c'est la poursuite, aussi longtemps qu'il sera possible, du développement industriel et économique, grâce à la production conjointe d'électricité par le nucléaire et le renouvelable.

C'est le « mix énergétique », censé répondre à l'augmentation prévue de la consommation électrique, à cause du déploiement du numérique, des voitures électriques et des autres « nouvelles technologies ». Il est d'ailleurs probable que ce « mix » à la française sera complété par un développement des centrales thermiques à gaz, convenablement badigeonnées de peinture verte.

Si on accepte de prendre au sérieux les annonces de cette « Programmation pluriannuelle », qui concerne pour l'essentiel un futur lointain et n'engage donc à rien ceux qui les font, on peut encore faire la remarque suivante.

Étant donné le nombre relativement réduit de réacteurs dont la fermeture est annoncée, la promesse du passage de 80 % d'électricité nucléaire aujourd'hui à 50 % en 2035 correspondrait, de l'aveu même du nouveau ministre de l'Écologie François de Rugy, moins à une réduction importante, en valeur absolue, de l'électricité produite avec l'atome, qu'à une augmentation considérable de l'électricité totale consommée : 50 % peut-être, mais d'une consommation totale beaucoup plus importante.

Bref ce qui est planifié ici, c'est de continuer à foncer toujours plus vite dans le mur.

Pour espérer trouver des alliés et remporter des victoires, les opposants à l'éolien industriel doivent démasquer la propagande des promoteurs déguisés en écologistes, et affirmer qu'en critiquant l'éolien ils ne défendent pas seulement leur intérêt particulier mais bien l'intérêt général et le bien commun. Ils doivent assumer d'intervenir dans la question cruciale de l'énergie avec des arguments à la fois rationnels et humains. Ils ne peuvent donc pas faire l'économie d'une critique conjointe du nucléaire et de la « transition énergétique ».

Ils sont aussi contraints de reconnaître publiquement qu'il n'existe pas de solution technique satisfaisante à la crise sociale et écologique actuelle, sur la question de l'énergie comme sur tant d'autres. Reconnaître cela est assurément difficile, mais c'est tout simplement la vérité, qu'en fait tout le monde devine plus ou moins clairement.

Il n'est pas obligatoire d'affirmer que pour éviter les éoliennes, la seule solution serait de transformer de fond en comble la société : l'immensité des problèmes qui en résulte est en effet assurément décourageante.

Mais on peut déjà, plus modestement, dire que si nous n'avons pas de solution à proposer pour satisfaire les besoins délirants en énergie de notre société, ni de plan tout tracé pour réduire radicalement ces besoins et les ramener à la raison, nous ne considérons pas que c'est un motif suffisant pour accepter que l'endroit où nous vivons, et l'ensemble des campagnes de ce pays qui sont encore un peu préservées, soient bousillées par des éoliennes géantes, uniquement pour le profit de quelques-uns et la carrière politique de quelques autres – de ceux-là mêmes qui sont les premiers responsables du naufrage écologique et social où nous nous débattons.

Nous refusons le « chantage à la catastrophe » presque incroyable de cynisme de tous ces pyromanes-pompiers qui essaient aujourd'hui de nous imposer de fausses solutions aux problèmes qu'ils nous ont fabriqués et imposés hier.

CÉDRIC

Pour approfondir certaines des questions évoquées ici, voir :

Arnaud Michon, *Le Sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2010.

Si vous avez des informations à nous transmettre, des actions à faire connaître, au sujet de l'éolien, et pour prendre contact :

Alerte-éoliennes-23, BP2, 23000 Ste-Feyre ou alerte.eoliennes.23@laposte.net



Éoliennes : une escroquerie verte organisée

Témoignage d'une agricultrice bio

Lu sur le site : *Non aux éoliennes dans le Pays de Chantonnay*

J'AI 35 ANS ET JE SUIS AGRICULTRICE BIO en Auvergne. Il y a deux ans, j'ai été contactée par une entreprise privée qui avait pour projet d'installer un parc d'éoliennes dans ma commune.

Je les ai reçus avec joie ! J'avais hâte de participer à un projet écologiste et d'apporter mon grain de sel à la fin du nucléaire.

Première surprise

Je m'attendais à rencontrer un représentant de l'État, ou de la préfecture pour ce genre de projet (l'énergie est, il me semble, le bien de tous et nous sommes tous concernés). En fait, il n'en était rien : c'était bien une entreprise privée financée par des fonds de pensions étrangers qui était chargée du projet.

Un peu bizarre, mais, après m'être renseignée, je me suis aperçue que tous les projets étaient tenus par des boîtes privées qui prospectent un peu partout en France pour chercher des terrains où placer des éoliennes.

Je pensais donc que cette société voulait m'acheter un bout de terrain, un peu comme un promoteur immobilier « du vert ».

Deuxième surprise

La société envisageait effectivement d'implanter une éolienne chez moi, mais elle ne voulait « surtout pas » me déposer de mes terres. Elle voulait seulement louer le terrain. Et cela, pour une somme absolument mirobolante : pour moi qui ai des revenus de 1 500 € par mois, on me proposait un loyer de 30 000 € par an pour deux éoliennes implantées. Pendant 20 ans... 30 000 qui tombent tous les ans et je participe à l'écologie nationale. Un rêve.

La société a insisté pour que je signe « rapidement », car d'autres agriculteurs pouvaient être aussi intéressés. À 30 000 par an, je n'en doutais pas une seconde.

Mais je suis auvergnate et, par nature, méfiante. J'en ai discuté avec ma grand-mère. Elle a hoché la tête, et elle m'a dit : « Ils veulent payer 75 fois le prix de la

terre sans la posséder ? Ici ? Là où nos terres ne valent pas grand-chose ? Il y a un loup quelque part ».

Alors j'ai cherché le loup. Et je l'ai trouvé en demandant un nouveau rendez-vous avec la société. Je leur ai demandé un contrat du bail. Et j'ai lu toutes les petites lignes.

Et dans vingt ans ?

Voici la question que je leur ai posée : au bout de vingt ans, que se passe-t-il ? Pas de réponse. Ou plutôt une réponse très floue : *On ne sera plus là, car on revend nos implantations à des entreprises étrangères. Mais la loi nous demande de prévoir le démantèlement de l'éolienne. Nous provisionnons 50 000 €.*

Parce qu'au bout de vingt ans, une éolienne, elle est en fin de course.

OK. J'ai donc fait venir plusieurs entreprises spécialisées. Pour une éolienne de 200 m de haut, le coût minimum du démantèlement est de 450 000 € par éolienne, à charge du propriétaire du terrain.

Et s'il ne peut pas payer ? Comme il s'agit d'une éolienne industrielle, l'État se retourne contre le propriétaire, puis contre la commune.

Je fais un rapide calcul : le projet d'ensemble comprend 7 éoliennes et ma commune 200 habitants.

$450\,000 \times 7 = 3\,150\,000$ € de dette.

J'ai la tête qui tourne... j'ai le vertige face à une telle dette.

Ça, c'était ma première découverte.

De surprise en surprise

Depuis, je suis allée de surprise en surprise. Tout d'abord, je me suis demandé pourquoi cette société voulait implanter des éoliennes dans un endroit où il y a si peu de vent.

Réponse : *En effet, il n'y a pas assez de vent. Qu'à cela ne tienne, nous allons construire des éoliennes beaucoup plus hautes. 200 m de haut.*

La taille de la tour Montparnasse !

Fort bien. Pour des éoliennes qui ne tourneront que 25 % du temps. Pas très

rentable. Alors, comment se fait-il que des fonds de pensions s'intéressent tant à l'éolien en France ?

Tout simple ! En France, une loi exige que l'énergie verte des éoliennes soit achetée en priorité deux fois le prix des autres énergies.

Donc, c'est intéressant pour les investisseurs étrangers, sans doute en pleine complicité avec le gouvernement, car qui paye cette différence ?

NOUS ! Sur notre facture EDF, il y a une petite ligne qui indique que nous « participons au développement de l'énergie verte », en fait, nous finançons des actionnaires étrangers.

De mieux en mieux

Ah oui ! Je ne vous ai pas tout dit !

Cette énergie est essentiellement destinée à être exportée. Donc pas du tout destinée à faire fermer les centrales nucléaires.

Ça, les actionnaires s'en fichent totalement. Moi pas. Je me suis livrée à un petit calcul : le développement de l'éolien en France va coûter 75 milliards d'euros financés par nous-mêmes pour détruire nos paysages, notre tourisme, la valeur de nos biens immobiliers et nos parcelles cultivables (qui ne le sont plus quand on dépose 1 500 tonnes de béton dans le sol pour y placer la tour Montparnasse).

Avec cet argent, l'État pourrait redistribuer à chaque Français une part pour isoler dignement son logement. Nous pourrions ainsi fermer 18 réacteurs nucléaires. Mais ça, ça ne rapporterait rien aux actionnaires.

Pour finir, je tiens à préciser que je ne signe pas ce texte car j'ai reçu des menaces :

– d'agriculteurs, qui souhaitent « rafler les 30 000 euros par an sans réfléchir »,

– des sociétés de l'éolien, qui, plus subtiles, me proposent des « compensations » contre mon silence.

Faites circuler, et réfléchissez. Sous couvert de « vert », on nous prend pour des jambons.

Les animaux, les plantes, l'administration et nous

Optimistes inconsolables, passez votre chemin ! Le 11 décembre dernier, à Aubusson, s'est tenue une conférence intitulée : « La sixième extinction de masse des espèces ».

Elle était organisé par le « Comité de salut climatique », dans le cadre d'un cycle baptisé « Les conférences de la fin du monde ».

Il faisait froid dehors, mais l'amphithéâtre de la Cité de la tapisserie était scandaleusement bien chauffé...

Que sont donc venus nous dire messieurs Pagès (conseiller régional), Thierry (vice-président de région en charge de la biodiversité) et Vassel (co-président du Centre d'initiative pour l'environnement en Creuse) ?

D'abord qu'il y a de moins en moins de vie sur terre, et singulièrement dans nos campagnes. La variété et surtout le nombre d'animaux diminuent dans des proportions vertigineuses, des mammifères aux insectes en passant par les oiseaux, les reptiles et les amphibiens¹.

Ensuite, que cela pose de nombreux problèmes, y compris celui de la survie de l'espèce humaine et que les politiques menées jusqu'ici n'y changent rien.

Enfin, qu'il fallait leur faire confiance pour y remédier.

Bien sûr, ces messieurs ne disent pas : « *Rentrez chez vous braves gens, nous prenons les choses en main. Vous pouvez dormir tranquilles.* » Ils appelleraient plutôt à la multiplication des initiatives citoyennes, qui devraient partir de la base, pour renforcer le lien société-biodiversité et leur permettre à eux, élus et/ou responsables institutionnels, de mieux fléchir l'argent public vers des projets innovants, éco-responsables, voire agro-écologiques.

Tiens, une voix dans la salle signale que si notre civilisation se trouve dans un état critique, si, demain, la Creuse se retrouve déshabillée de ces forêts et couverte d'éoliennes, avec ça et là quelques bulles préservées pour le tourisme vert, ce ne sera pas le fruit du hasard ou de la nécessité. Simplement le résultat de politiques menées depuis

des décennies par les pouvoirs publics, depuis l'État jusqu'aux collectivités locales, dont se réclament nos intervenants.

Quelqu'un d'autre signale cet état de fait : depuis les années 1980, jusqu'en 2001, les écologistes de parti n'ont cessé de se hisser aux plus hauts postes au sein de la région Nord-Pas-de-Calais. Qu'en font-ils donc, les collègues de nos conférenciers, de ce pouvoir chèrement acquis ? Et de citer, dans une litanie de novlangue technocitoyenne (la même que celle employée par les dits conférenciers) les commissions, les programmes de financement, les créations de start-up dans des domaines aussi porteurs que la manipulation génétique, la robotique agricole ou la mise en ligne de tout et n'importe quoi, pourvu que cela fasse de l'argent, et contribue à la mainmise de l'administration sur tout ce qui vit ici-bas, les plantes, les animaux, les gens.

Que dire de plus ? Ces messieurs sont entrés dans les institutions pour faire changer les choses de l'intérieur. De bonne foi pourquoi pas, et peut-être y mouillent-ils leur belle chemise. Mais ils y sont si bien entrés, se sont si bien habitués aux petits arrangements d'arrière-boutique, aux alliances contre nature, au lobbying et à la communication, qu'ils sont devenus rouages (ont-ils jamais été grain de sable ?) dans la grande machine productiviste qu'ils semblent, par ailleurs, vouloir dénoncer. Ou comment la permanence des institutions devient un horizon indépassable.

Bien sûr, de telles soirées permettent de mettre sur la table des questions trop peu discutées. Suite à la conférence, plusieurs personnes ont partagé des observations alarmantes, témoigné de leur inquiétude, de leurs difficultés à ajuster leurs convictions à la vie de tous les jours. Faire à la fois son compost et 500 km en auto par semaine, pour garder son emploi salarié. Le fait est que nous en sommes là : c'est la condition à laquelle nous réduit la folie de l'époque. Mais l'erreur serait de chercher secours auprès de gens dont

le rapport au pouvoir ne permettra jamais que la course en avant. Ce que nous défendons ici, c'est la nécessité de ralentir, c'est-à-dire de rompre avec les forces qui nous entraînent dans la marche à l'abîme : le pouvoir administratif, et au-delà, la société industrielle dans son ensemble.

Nous refusons de choisir entre d'un côté le vote et l'entrisme institutionnel (« changer les choses de l'intérieur », « faire de la politique autrement »...) et d'un autre côté le colibrisme² bon teint de ceux et celles qui triment leur petite goutte d'eau sur Twitter, en faisant, au passage, coucou aux incendiaires.

Échapper à notre condition d'administré n'est pas une mince affaire : refuser la mise aux normes, se passer de subventions, c'est aussi chercher, collectivement, à se libérer du besoin d'argent, pour subvenir à nos besoins autrement. Pas demain la veille sans doute. Encore faut-il commencer par le désirer, le penser, l'essayer, même à tâtons.

Une chose apparaît chaque jour plus clairement : la vie quotidienne, telle que nous la concevons en Occident, vacillera de notre vivant. On pourrait la qualifier de vie sous perfusion industrielle. Un bouton pour l'électricité. De l'eau potable ? Au robinet. Toute la nourriture des usines au supermarché. Le prix de l'essence a encore augmenté. Pour se divertir, s'instruire ou se parler : il n'y a qu'à cliquer. Notre nécessaire nous est fourni par un système en surchauffe qui a inventé le ravage comme condition même de son existence.

Par où commencera la fin de tout ça ? Difficile à dire. Mais si l'approvisionnement cesse, en nécessaire comme en superflu, si l'administration centrale fait défaut, c'est à l'échelle de la commune, du canton, que les choses vont se jouer. Comment s'organiser, avec les moyens du bord, pour subvenir directement aux besoins de chacun ? Où trouver l'eau ? Quelles terres cultiver ? Et comment ? Où abattre le bois de chauffage, voire de charpente pour les besoins des nouveaux arrivants ? Quel



élevage pratiquer ? Quel rapport à la propriété ? Quelles sources d'énergie ? Et comment décider de tout ça sans gouvernants, sans accapareurs et sans trop de dégâts pour la vie alentour ?

Ces questions, ces pratiques, nous aurions aimé les voir à l'œuvre depuis longtemps : nous aurions ainsi évité une grande part du désastre causé par l'industrialisation de tout, des relations humaines aux cultures nourricières. Peut-être y arriverons-nous, en conjuguant nos forces à la force des choses. Ce terrain-là se prépare dès aujourd'hui, avec toutes les bonnes volontés disponibles.

Il n'est pas besoin d'être sociologue pour sentir que la lutte des gilets jaunes, dans ce qu'elle a de meilleur (c'est-à-dire de plus localisé) est plus qu'une rebuffade contre le pouvoir en place. Nous n'oublions pas qu'en France, défendre son « pouvoir d'achat », c'est aussi défendre un privilège acquis sur le ravage partout, et sur la misère des pays colonisés. Au-delà de cette question, nous avons en commun d'être dépossédé de nos existences et d'aspirer à la dignité. Partant de là, la voie

d'une reprise en main de nos affaires, à commencer par la fabrique du nécessaire, ne semble pas invraisemblable. Elle est semée d'embûches, d'habitudes, de crédits à rembourser, de crainte d'être déclassé. De préjugés aussi.

À tout cela, c'est à la fois un imaginaire concret et un retour à la raison qu'il faut opposer.

Il peut y avoir de la joie à se retrouver les manches à plusieurs, à tenter ici des réponses au désastre, même de peu de poids, pourvu qu'elles se proposent de rompre politiquement, c'est-à-dire concrètement, avec ce monde et ses petits maîtres. Et inventer les chants qui vont avec. Cela ne se fait pas sans se parler, sans mettre en commun ce que l'on a et ce que l'on sait, ce que l'on se sent capable d'apprendre. À travers des assemblées de voisinages, des chantiers communs, des pratiques d'entraide.

Et s'il n'y a pas d'en-dehors à la société industrielle, il existe bien des écarts, dont nos campagnes font encore partie. La dépossession s'y fait sans

doute moins sentir, les possibilités d'une vie plus digne y sont plus ouvertes qu'à Sarcelles ou Neuilly-sur-Seine.

Il nous faut rien moins que réapprendre à vivre, avec tout ce qui vit autour de nous. Tout ce qui s'amenuise chaque jour. Nous n'avons pas le temps d'attendre un autre sommet sur le climat, un nouveau programme de transition énergétique, une élection trompeuse de plus. Nous n'en avons surtout pas le goût. Mais nous avons des dents solides, et d'autres fruits dans nos besaces.

DAVID

1. On parle d'extinction de masse quand les 3/4 d'une population animale ou végétale disparaissent sur une période de plusieurs siècles. Grâce à la société industrielle, ses pesticides et ses bétonneurs, on pourra bientôt ramener cette période à quelques décennies.

2. Le colibri du conte, ne pouvant faire plus contre l'incendie de la forêt, y jette une goutte d'eau après l'autre, inlassablement. Il fait sa part. Les Colibris sont un mouvement relativement apolitique, qui invite à « faire sa part » au travers de petites initiatives et gestes écoresponsables.

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi sont de plus de 1,60 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

☐ 4 numéros (1 an) = 6,50 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

☐ 8 numéros (2 ans) = 13 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*. Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

CITRON-JAUNE

Ce qu'il se passe, de nombreux analystes tentent de le saisir sans y parvenir. Et c'est tant mieux. Plutôt qu'un long discours, nous avons choisi de porter à votre connaissance ces tracts, sortis des poches de nos gilets. Il nous faut aussi signaler deux appels des gilets jaunes de Commercys pour la constitution d'assemblées populaires partout en France, une réponse des gilets jaunes de Montreuil à ces derniers et l'appel des gilets jaunes de Saint-Nazaire, qui ont, depuis, occupé l'ancienne sous-préfecture pour en faire une « Maison du peuple ». Ces documents ont été largement partagés sur Internet et nous pouvons vous les envoyer sur demande. Enfin, un tract, teinté de mélanchonisme et signé « Gilets jaunes de Creuse » a circulé récemment (contact : gilleetjohn23@gmail.com).

RÉVEILLER LES PAYSANS QUI SOMMEILLENT EN NOUS

L'ÉTINCELLE QUI A ALLUMÉ la mèche des Gilets jaunes était économique : la hausse incessante du prix de l'essence, un sentiment largement partagé d'asphyxie financière. La question des bas revenus et de l'inégalité économique reste présente depuis, mais la révolte a pris un tour plus politique : critique de la classe dirigeante, dénonciation de son mépris pour des classes populaires qui n'ont aucun moyen de peser sur les grandes décisions, critique diffuse de la démocratie représentative, revendications d'outils de participation et de délibération plus ou moins radicaux... Mais si la nécessité de réorganiser les habitudes et les institutions politiques est largement évoquée dans le mouvement, la nécessité d'une autre organisation économique est très peu débattue : **ne devons-nous pas tout autant réorganiser nos manières de survivre, de produire et d'échanger ?**

Tout le monde ressent la violence des contraintes économiques, mais on se tourne majoritairement vers l'État pour s'en plaindre, pas vers les entreprises. Et on parle peu des possibilités d'être plus solidaires entre nous à l'échelle locale, de reprendre l'habitude de produire une partie importante de notre subsistance dans la région où l'on vit, à une échelle où les rapports économiques pourraient être régulés par des impératifs éthiques, moraux, politiques.



On dit beaucoup que le mouvement actuel est issu d'une France périphérique, en partie rurale. Les habitants de ces régions mettent souvent en avant le sentiment d'être abandonnés par l'État, de vivre en marge de la production et de la circulation des richesses du monde actuel. Mais ne sommes-nous pas capables de produire là où nous habitons, ensemble, toute une partie des richesses dont nous avons réellement besoin pour vivre dignement ? Rien ne nous y incite, rien dans l'organisation sociale en place n'est fait pour cela, au contraire on envoie du bois d'ici en Chine pour le réimporter sous forme de meubles (**idem pour les tomates, etc.**). Pourtant, les arrière-pays de la France industrielle sont riches, au moins potentiellement, de nombreuses ressources. Ce qui nous manque, c'est une organisation du quotidien qui permette de faire usage ici des légumes, de la viande, des céréales, de l'huile, du bois, des matériaux de construction et d'isolation que nous avons autour de nous.

Nos arrière-pays sont également riches de traditions d'entraide, de pratiques campagnardes et villageoises coopératives qui se sont petit à petit éteintes depuis... pff, depuis quand au fait ? Peut-être il n'y a pas si longtemps.

Et ce qui est sûr, c'est que nous allons avoir besoin de les ranimer/les réinventer, ces traditions, pour faire face à l'inéluctable ralentissement de l'économie industrielle, aux perturbations climatiques et aux troubles politiques probables. Tous ces bouleversements vont faire que la question économique ne se posera plus seulement en termes financiers/monétaires, mais en termes de subsistance : serons-nous capables de répondre à nos besoins de base à un niveau local, sans que ce soit le chaos, la guerre de tous contre tous ?

Notre insurrection doit faire un choix très fort

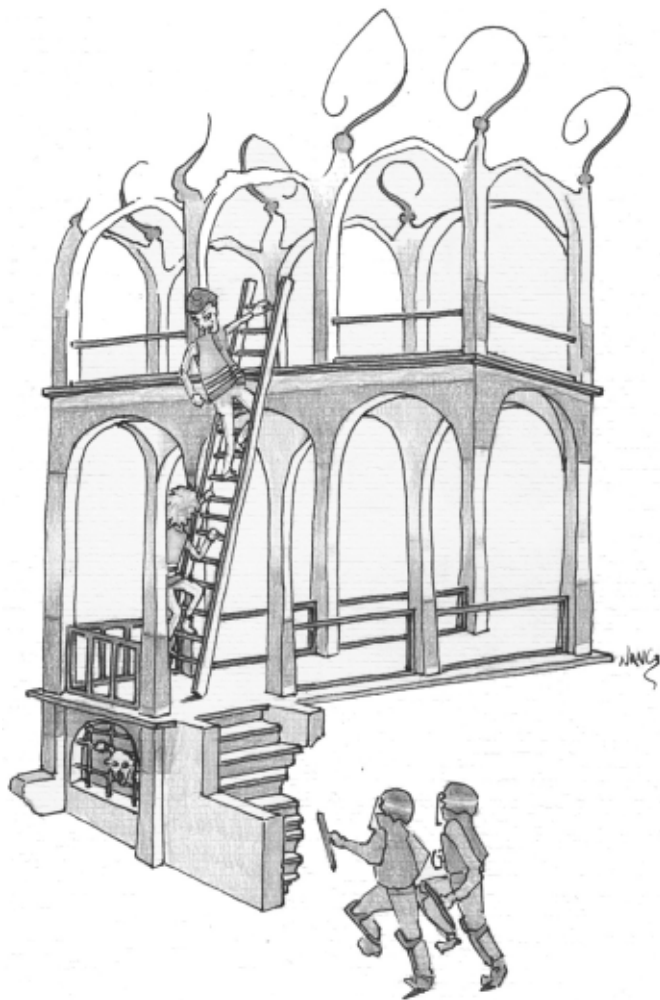
Ou bien elle défend (qu'on le veuille ou non) le monde tel qu'il existe en réclamant le maintien du niveau de vie occidental de l'an 2000 : un monde où les logiques de puissance, de rentabilité, de privatisations dominent, à travers la consommation (très) excessive d'énergie, les destructions infligées à notre milieu par l'agriculture industrielle, l'expansion sans fin des villes et des zones commerciales et « artisanales » (*sic*), l'informatisation du travail et de la vie quotidienne qui nous met sous pression 24 h sur 24 et nous isole les uns des autres.

Ou bien nous cherchons la sortie de ce monde promis à la destruction, en inventant d'autres manières de produire et de vivre, qui auront plus à voir avec ce que nos arrière-grands-parents et ancêtres lointains faisaient, et qui implique un très haut niveau d'entraide, une certaine frugalité, mais aussi plus de maîtrise sur nos gestes quotidiens, sur le système qui nous nourrit, nous chauffe, nous transporte. C'est dans ce monde, plus difficile par certains côtés, plus simple par d'autres, qu'une véritable démocratie pourra s'épanouir.

L'auto-organisation politique suppose l'auto-organisation économique et vice versa. On ne peut pas poser la question du pouvoir au peuple sans soustraire notre subsistance aux grandes organisations publiques et privées.

TERRE et LIBERTÉ !

**DES GILETS TARNAIS
mi-janvier 2018**



BOIRE OU CONDUIRE, IL EST TEMPS DE CHOISIR...

Incroyable mais vrai ! La classe politique et les journalistes vont s'en arracher les cheveux : les Gilets jaunes après les fêtes, ça continue.

EN 2019, certaines choses doivent se clarifier dans ce mouvement qui tire sa force du fait qu'il transcende les clivages politiques habituels, qu'il est jusqu'ici un mouvement d'une grande partie du peuple, tout simplement. C'est assez beau, c'est surprenant, c'est puissant, mais si l'on va **vers une mise en crise majeure du régime politique** par cette agitation foisonnante et entêtée, il va falloir se poser certaines questions (qui fâchent ? qui clivent ?...) et voir quelles réponses en sortent, dans les manifestations, les assemblées, les forums de discussion Internet, les actions.

Toute cette colère, c'est pour défendre la société telle qu'elle est (une société d'abondance... bien qu'elle soit inégalement répartie/accessible) **ou pour la changer en profondeur** (une société égalitaire... quitte à ce qu'elle soit moins riche) ?

Cette mise en cause virulente des élites, c'est pour aller vers une vraie démocratie (on passe plus de temps à discuter pour décider à beaucoup plus nombreux) **ou pour réclamer un pouvoir plus autoritaire** (des chefs plus efficaces pour faire mieux tourner le système existant) ? **Est-ce qu'on veut quelque chose comme « une élite décente et fiable », ou est-ce qu'on veut s'attaquer aux mécanismes sociaux qui créent nécessairement des privilèges ?**

Toute cette énergie, c'est juste pour demander des comptes à l'État, ou on s'en prend aussi aux grandes multinationales qui sont les donneuses d'ordre de cet État (et de son tuteur européen) ?

Est-ce qu'on veut que la France reste une grande puissance économique (dont la prospérité repose sur l'exploitation de main-d'œuvre et de ressources ailleurs dans le monde), **ou est-ce qu'on veut reprendre notre destin en main** (ne plus être dépendants d'une économie mondialisée, basée sur la course au bas coûts salariaux et une monstrueuse destruction écologique) ?

Est-ce qu'on veut une société de plus en plus basée sur le numérique (où tout se fait derrière un écran, sans contact physique), **ou est-ce que qu'on veut des services publics, des commerces qui font vivre les gens autour de nous et des assemblées populaires locales ?**

Merci de faire circuler ce questionnaire aussi largement que vous le pouvez. De la réponse à ce type de questions dépend en partie l'avenir de notre mouvement, sa capacité à ébranler les pouvoirs en place et à assumer la mise en chantier d'un nouveau fonctionnement social, économique, politique.

UN GILET JAUNE DU SUD-OUEST

NOUS TENONS À SIGNALER à tous les gilets creusois la signature prochaine du Plan particulier de la Creuse « entre fin janvier et début février » (*La Montagne*, 12 janvier) avec la venue annoncée de la ministre de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault, pour représenter le gouvernement. La planification du territoire par le pouvoir central sera forcément une porte d'entrée pour les start-up et les multinationales voulant investir dans nombre de projets destructeurs (voir les précédents C.C.). « *Vous reprendrez bien une cuillère de sirop anti-tout ?* » Anti-tout ? Pas

si sûr... Nous n'avons rien contre, au hasard : la démocratie directe, les cultures vivrières ou paysannes et la vente sur les marchés. Les bibliothèques et les bistrotts. L'hospitalité, l'entraide, les communs et bien d'autres choses à défendre, à organiser, à faire vivre. Pour en discuter, nous vous invitons à la soirée débat : « **Dans quel pays voulons-nous vivre ? Projets nuisibles et chemins de traverse.** » (Jeudi 28 février, au Fabuleux destin à Aubusson, à 20 h). On espère vous y voir nombreux !

CREUSE-CITRON

GIL & JOHN ME FONT BICHER, MAIS PAS QUE...

POUR UN QUI PORTE plutôt un gilet noir, voir la place Vendôme en miettes, ça ne peut que me faire bicher, même si, malheureusement la maudite colonne éponyme est toujours debout. Et aussi de voir, comme dans tous les moments de grande crise, que les gens s'auto-organisent spontanément, ne délèguent leur parole à personne et tout ça sans être cornaqués par une quelconque avant-garde. De voir, encore, que la dématérialisation des rapports humains, credo de l'informatique dominante, ne résiste pas aux vraies rencontres sur des ronds-points ou dans des manifs.

En revanche, pourquoi se concentrer sur la démission du sultan en place et son remplacement par un de ses clones, au lieu d'affirmer que de président, il ne devrait jamais y en avoir. Pourquoi se polariser sur cette idée de référendum, alors que c'est ce qu'il y a de plus éloigné de la démocratie car, s'adressant à chacun coupé des autres, il marque le triomphe de l'individualisme.

Mais tout n'est pas cuit d'avance, quand une « start-up spécialisée en démocratie participative » (!) est chargée d'organiser le débat-farce national : à Commercy, à St-Nazaire, à Montreuil ou à Faux-La-Montagne et dans bien d'autres lieux, des assemblées locales se donnent les moyens d'avancer dans la réflexion politique.

Pourvu que ça dure et, comme disait Brassens, « mort aux vaches, mort aux lois et vive l'anarchie ».

PF

Intervention au forum international de la robotique agricole à Toulouse

On achève bien la paysannerie

NOUS QUI NOUS OPPOSONS depuis des années au puçage électronique des animaux et nous inquiétons de l'addiction croissante des humains aux écrans, nous venons ici interrompre vos (d)ébats avec les machines et soulever bruyamment le scandale de votre activité : pour la culture des sols comme pour celle(s) des sociétés, Mesdames & Messieurs les ingénieurs, les start-uppers, et autres expertes en accompagnement du développement – vous êtes des nuisibles.

Quel sera le résultat de vos innovations (robots désherbeurs, fermes connectées, tracteurs automatisés) ? En apparence et dans l'immédiat, des gains de puissance et de précision pour ceux qui les utiliseront. Mais le résultat le plus massif et durable sera la dépendance encore accrue des agriculteurs à l'égard des grandes industries.

Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ils sont dépendants d'un complexe bancaire et industriel écrasant : Crédit agricole, géants de la chimie, des semences et de l'agroalimentaire... Les exploitantes qui auront la brillante idée d'acquiescer / d'accepter vos joujoux électroniques seront en prime tenues par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les multiples acteurs capitalistes qui gravitent dans leur orbite. Plus que jamais, ils n'auront la maîtrise de rien sur leur ferme ; elles comprendront de moins en moins le fonctionnement de leurs outils de travail ; elles se couperont de la réalité sensible et vivante des champs, des plantes et des animaux.

Vos machines vont encore aggraver la situation économique des agriculteurs, leur endettement, la concurrence féroce qu'ils se livrent, les faillites, les suicides... Ce ne sont pas vos robots qui vont subitement rendre l'élevage ou le maraîchage rentables – au contraire, ils feront probablement encore baisser les prix des produits à la vente. Ces activités sont déjà tellement industrialisées, et pourtant elles sont sous perfusion permanente d'argent public. Plutôt que des satellites, des capteurs et des robots, elles nécessitent une main-d'œuvre nombreuse pour partager le travail, des rapports coopératifs, une déspecialisation. Mais, comme d'habitude, dans la civilisation du Progrès, on propose des machines pour résoudre un problème de nature sociale : trop peu de gens veulent et peuvent cultiver la terre, s'occuper de produire leur nourriture.

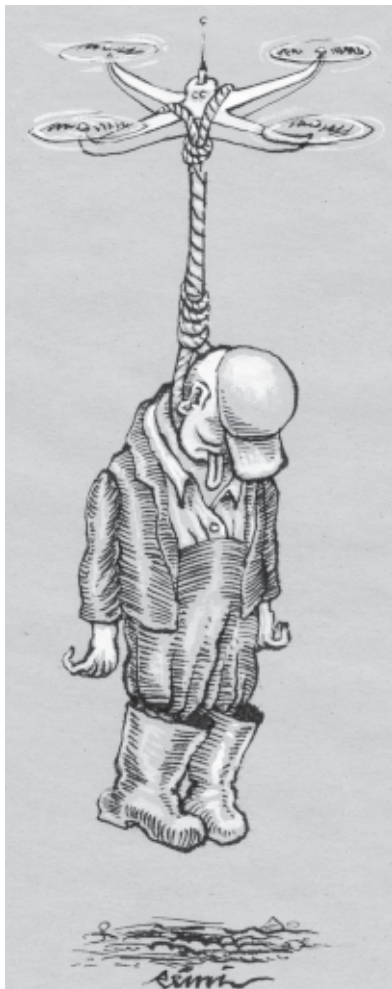
En plus de ça, nous sommes certains que les machines en question, loin de donner naissance à des pratiques agricoles moins polluantes (y croyez-vous vous-mêmes ?), vont aggraver

à l'échelle mondiale le saccage des milieux naturels. La fabrication de toute la quincaillerie informatique apporte aujourd'hui une contribution majeure à la catastrophe écologique en cours. Ordinateurs, tablettes, smartphones, puces, drones, etc. reposent notamment sur une activité minière terriblement gourmande en eau, et terriblement polluante en produits toxiques nécessaires à l'extraction des « métaux rares ». Baotou, la ville voisine des mines de Mongolie-intérieure qui fournissent les industries du

monde entier en « terres rares » depuis trente ans, est surnommée en Chine « la ville du cancer ». La mine de Mountain Pass en Californie, qui a longtemps fourni la Silicon Valley, a fermé en 2002 suite à une série de scandales écologiques et sanitaires. Les mines de Bolivie et du Pérou assèchent des lacs et privent les populations locales d'eau potable. La quantité d'énergie nécessaire pour extraire, broyer, traiter et raffiner les métaux rares représenterait 8 à 10 % de l'énergie totale consommée dans le monde ! Sans parler des conditions de travail dans ces mines et dans les usines d'électronique, en Chine et ailleurs ; sans parler des montagnes de déchets intraitables de ce secteur prétendu « immatériel », au Ghana par exemple... Avec des capitalistes verts comme vous, prêts à multiplier les robots pour déverser à peine moins de pesticides, on n'a pas fini de se demander si le diesel du popolo est assez écolo.

L'élite du pouvoir politique essuie ces jours-ci une violente tempête. Le reste de la technocratie est malheureusement plutôt à l'abri de la colère populaire, pour l'instant. Nous partageons la mise en cause des élites qui ressort du mouvement des Gilets jaunes, et nous pensons qu'un des éléments qui rendent ces élites si puissantes à notre époque, ce sont précisément les outils qui se conçoivent, se fabriquent et se promeuvent dans une technopole comme Toulouse – dans les endroits comme ici. C'est la sacro-sainte innovation technologique qui creuse le fossé entre classes sociales, qui assure la concentration des richesses, la prolétarianisation d'un

nombre croissant de gens. Tant que notre rage ne se dirigera pas aussi contre les innovateurs, contre les start-ups de robotique (agricole et autre), contre les laboratoires de recherche en intelligence artificielle, le pouvoir réel sera épargné – il lui suffira de changer de marionnette, après Macron un(e) autre. Tant que nous ne rejetterons pas la vie de synthèse qui nous est proposée par la classe d'ingénieurs au pouvoir (informatisation du travail et des services publics, compteurs Linky, « applis » pour prendre en charge chaque parcelle de nos existences), les contraintes économiques continueront de peser sur nous de manière implacable.



Nous appelons les acteurs du milieu agricole et paysan à se positionner par rapport à la vague d'innovations présentées dans les salons comme celui-ci : est-ce d'une agriculture « augmentée » / connectée dont il y a besoin pour le présent et le futur ? Nous appelons à la solidarité avec les refuseurs du puçage électronique, aujourd'hui menacés de procès pour leur désobéissance.

Nous appelons les Toulousains et les Toulousaines à ouvrir les yeux sur ce qui est produit dans leur métropole et qui en fait la prospérité ; à mettre en cause le prestige et le pouvoir social des ingénieurs, chercheurs, designers et autres « premiers de cordée » qui travaillent pour ce complexe militaro-industriel occitan. Avions, robots, nanotechnologies, chimie lourde pour les pesticides et les armes : quelles industries ne faudrait-il pas fermer, ici comme ailleurs ?

À toutes celles et ceux qui se révoltent ces jours-ci, nous proposons de ne pas se focaliser sur la personne du monarque parisien, avec sa morgue plus ou moins calculée, mais de (se) poser les questions suivantes : voulons-nous habiter une start-up nation ? Voulons-nous encore de cette vie vouée à l'économie, aux gains de productivité, au management par ordinateur et réseaux sociaux ? Voulons-nous d'un monde peuplé de robots, qui nous rendraient massivement inutiles et nous feraient perdre encore du pouvoir sur nos existences ? Pour nous, c'est non.

QUELQUES « CHIMPANZÉS DU FUTUR »
OCCITANS



Le mardi 11 décembre 2018, le Forum International de Robotique Agricole à Toulouse-Labège a été interrompu pendant une heure par une trentaine d'opposants.

Nous avons occupé la scène du grand amphithéâtre du centre des congrès Diagona, en déployant plusieurs banderoles : « Des paysans, des animaux, pas des robots » ; « Des chantiers collectifs, pas des robots sélectifs » ; « Débranchez-les tous ». Le tract (page précédente) a été distribué aux centaines de personnes qui assistaient aux conférences depuis le matin. Quelques participants à cette perturbation étaient vêtus d'un gilet jaune.

Nous sommes intervenus pendant le discours d'un haut cadre du fabricant de tracteurs John Deer. Nous avons lu des passages du tract, puis des agriculteurs de notre groupe ont pris la parole pour expliquer plus personnellement pourquoi le développement de la robotique leur est hostile. Nous avons été pris vivement à partie par des gens dans la salle, à l'image de ces Américains furieux d'avoir pris l'avion pour se retrouver face à nous. Nous avons été insultés par des élèves des écoles d'ingénieurs toulousaines, qui ne savent visiblement pas bien ce qu'ont été le fascisme et le nazisme.

Les salariés et dirigeants du fabricant de robots Naïo Technologies, organisateurs du forum, nous ont fait un accueil moins agressif. L'une nous a certifié que si nous avions prévenu par avance de notre envie de prendre la parole, on nous aurait ouvert la porte et réservé une place dans le programme. L'autre (un des fondateurs de l'entreprise) nous a carrément dit qu'il était d'accord avec tout ce que nous disions, que c'était précisément pour toutes ces raisons qu'il travaillait à concevoir des robots agricoles. Nous lui avons demandé de le répéter au micro et de proposer un débat avec la salle sur les problèmes que nous soulevions, mais... il n'a pas voulu.

Les roboticiens de Naïo ne voient pas la différence entre une bêche et un robot :
« Mais regarde, une bêche, c'est aussi

une technologie ». Ils considèrent que nous sommes libres d'adopter les robots ou pas : « mais les gens qui n'en veulent pas comme vous, qu'ils restent à l'écart, ce n'est pas un problème » ; cela nous a donné l'occasion de revenir sur les lourdes sanctions infligées aux éleveurs qui refusent le puçage électronique de leurs bêtes, imposé par la loi. Enfin, ils nient farouchement leur appartenance à la classe des puissants – ceux qui ont les moyens de configurer, normer et abîmer la vie des autres : « Mais non, on n'a pas de moyens particuliers, on n'est pas soutenus par les institutions, c'est juste qu'on bosse énormément ; arrêtez de croire qu'il y a une ligne qui sépare les gens, on fait tous des efforts pour que la vie soit meilleure ».

Les startupper, qui invitent la présidente de la FNSEA et une cadre dirigeante de Microsoft à leur raout, se présentent comme des petits au service des petits. Ils prétendent que leurs machines permettront à de modestes maraîchers bio de consolider leur position économique, sans voir toutes les tâches et les emplois qu'elles suppriment inmanquablement. Nous maintenons que la « révolution robotique » favorisera l'agriculture la plus capitaliste, l'accroissement de la taille des exploitations, l'intégration de l'activité agricole à l'industrie et sa soumission aux géants du numérique. Celles et ceux qui disent mettre au point des robots au nom de la fumeuse « transition écologique » sont simplement des complices de ce processus de concentration économique, d'élimination des paysans, de domination de classe.

Nous avons quitté le Forum aux cris de « Microsoft, au compost ! », « Aah... anti, anti-start up nation ! », « Tout le monde déteste... les robots ».

Nous invitons toutes celles et ceux que ces problèmes intéressent à entreprendre d'autres perturbations ailleurs, lors des prochains salons de promotion de la robotique agricole à travers la France.

11 DÉCEMBRE 2018
DES PAYSANS, DES PAYSANNES
ET LEURS COMPLICES,
RÉFRACAIRES À LA ROBOTISATION

La société Iron Ox prétend produire sur 0,4 ha d'agriculture hors sol robotisée, l'équivalent de 12 ha en plein air !!! et affirme même : « Chaque plante sortant de notre ferme est parfaite ».



Dieu existe !

Mon chien le sait...

Mon chien connaît l'existence de dieu. Quand il me regarde il voit dieu.

Va comprendre ce qui se passe dans la tête des chiens, certains sont à la colle avec de vrais cons, et rosses avec ça, ben leur chien les regardent comme si c'était ce qu'il y avait de plus aimable.

Quand je dis que mon chien n'est pas un con, je le prouve, il garde jalousement son dieu pour lui tout seul, sans partage.

Prends un humain au hasard, plouf, plouf, ce sera toi qui... pas la peine de trier dans le tas des croyants, ce croyant-ci fait l'affaire ; non content de croire en dieu, il faut qu'il se vante que lui seul a le bon, tellement sûr de son fait qu'il va aller l'imposer aux autres. Par la ruse, la fourberie, la malice d'histoires à dormir debout et si ça ne suffit pas il va torturer, brûler, hacher, démembrer, éparpiller ceux qui ne croient pas en son dieu de bonté.

Mon chien, lui, ne croit pas en une chose éthérée à laquelle il faut coller une image, fétichiser sa croyance, cette idolâtrie que l'on dénonce et raille à tort chez les païens, les sauvages.

En latin, le mot païen désignait les idiots du village, par opposition aux cultivés de la cité. Là où le chrétinisme... christianisme est cocasse, c'est que chez les apôtres, qui étaient juifs et douze, ce qui n'a aucun rapport mais c'est pour dire qu'à douze on se sent moins seul qu'à un pour croire des conneries, eh bien les païens c'étaient les non-juifs. Les croyants sont drôlement gonflés, non seulement ils croient en un dieu qui ne leur a même pas été présenté, et, sans gêne, ils sollicitent ses faveurs. Tout comme ces croyants en urnes funéraires républicaines, celles où sont réduit en cendre leurs médiocres espoirs, entre PMU et Loto. Les jours d'élections, glissant leur ex-voto dans le tronc, priant pour que l'élu de leur credo arrive gagnant-placé et selon la force de leur chimère, la croyance va de la simple peccadille à la chose la plus extravagante comme de gagner plein de pognon.

Le croyant est sans gêne. Les chiens ont un dieu personnel et remuent la queue quand il l'ont trouvé, ce que le croyant ne fait pas, c'est interdit de remuer la queue en public.

La croyance du chien se situe entre gamelle et caresses. Il suffit d'une amoureuse envisageable, d'un terrier de garenne à fouiller, ou simplement d'une envie d'aller à l'aventure au coin de la rue pour qu'il abandonne son dieu là où il sait le retrouver, attablé devant son kil de rouge.

À propos de garenne, et pour en revenir à mon chien, je vais vous causer sophisme, ceci n'ayant rien à voir avec cela mais faut bien que j'y arrive. Un sophisme kouatèskecé ?

À l'inverse du paralogisme, souvent fait de bonne foi, le sophisme a pour but de noyer l'interlocuteur sous des arguments apparemment rigoureux, et d'en tirer des conclusions imparables. Exemple : celui qui ne travaille pas est un fainnant (déjà, hein ?), le chômeur ne travaille pas, le chômeur est un fainnant, cqfd, circulez ! Et celui qui bosse au noir, connard !

L'idée est d'apporter un argumentaire et d'en tirer des conclusions abusives culpabilisantes.

Tu consommes de la viande, tu es pour l'exploitation animale ! Tu es donc spéciste et au-nom-de-quoi-t'estimes-tu-supérieur-à-un-animal-qui-souffre-et-a-une-âme-comme-la-tienne ? Questionne-répond le vègan, fermez le ban ! Crois-tu ? Comme pour le vègan, humains et animaux sont égaux : tu légitimes la traite des humains, l'esclavage !

Tu l'as senti passer le sophisme ? Comparer les Noirs à des animaux, comme l'a fait la controverse de Valladolid, manque cruellement d'élégance et pourrait être assimilé à du racisme, si je voulais à mon tour sophismiser. De même qu'assimiler les abattoirs à des camps d'extermination, c'est accréditer que ceux qui furent ou sont aujourd'hui encore, enfermés dans ces camps, sont des animaux.

Certaines thèses soutiennent ce genre d'idées et ce ne sont pas des plus subtiles. Comparaison est raison pour le sophiste compulsif, destinée à humilier l'adversaire. Le non-vègan est obligatoirement un adversaire du vègan intransigeant et par conséquent, des animaux ! Curieusement on retrouve les mêmes procédés chez les bellicistes va-t'en guerre et activistes militaires de profession et de conviction. Nous ne pouvons pas tolérer qu'un tyran maltraite son peuple sans agir !

Il serait inadmissible, aux portes de la Sainte-Europe, qu'un dictateur diktât sans

notre permission ! C'est à ce titre, sans avoir à justifier cette règle d'or institutionnalisée du devoir d'ingérence, que l'on va guerroyer joyeusement. On ne fait plus la guerre on exporte nos valeurs.

Tu vois la gueule de ces valeurs sur les populations d'ici en ce moment ?

L'apparent souci d'humanité n'est qu'un prétexte dont les véritables raisons sordides seront dévoilées plus tard. Trop tard. Partant de cela, tout individu opposé à cet interventionnisme, le pacifiste ou le clairvoyant, parfois c'est le même, est accusé de soutenir le tyran.

Le sophisme permet le simplisme absolu, tu n'es pas contre, tu es pour ! Bien entendu, ça n'est qu'une manipulation. Épiloguer sur le fait que le tyran d'aujourd'hui était l'amant, le frère, l'ami d'hier sur qui l'on pouvait compter pour les valises de dollars des campagnes électorales de son assassin d'aujourd'hui serait hors propos puisque ce sont les charmes de nos dictatures démocratiques, dont, paraît-il, on n'a pas trouvé mieux sous le soleil pour préserver des libertés bafouées.

Mon propos est de dénoncer le totalitarisme de la pensée unique (appeler ça une pensée est déjà discutable), celle de la propagande sectaire vègane. Ce sont encore une fois les travaux d'Edward Bernays, au siècle dernier aux USA, qui servent de base à tout cette argumentation foireuse. Argumenter avec l'acceptable pour persuader. Faire en sorte que l'opposant se sente minable de ne pas agir face à une situation qu'il réprouve déjà en réalité. Par exemple assimiler le bouclage des animaux au port de l'étoile jaune, c'est immonde pourtant ça circule.

Le vègan déshumanise l'humain. Mon chien, quand il part chasser le lapin seul, lui expliquer que son comportement est spéciste ça va déjà être compliqué, si en plus il faut que je lui fasse comprendre qu'il est mon égal, il va m'en vouloir, c'est sûr. Mais non, c'est parce que je l'ai conditionné voyons, à force de lui seriner qu'il est un chien, il se comporte comme un chien, salaud que je suis.

Bref, les sophismes oiseux sont des formes de machinations idéologiques qui conduisent rapidement au pire de ce que les totalitarismes ont pu inventer : l'abrutissement. Puis, d'abord, quand on prétend défendre et protéger qui que ce soit, il faudrait commencer par savoir de quoi



on cause. Il faut au moins étudier l'idéal pour atteindre à la réalité, et non pas mettre en place un plan d'attaque publicitaire et médiatique, argumenter sans en avoir la moindre idée, ça c'est de l'idéologie permicieuse à la médiocre façade.

Je vous accuse, comme les bellicistes de tout à l'heure, de vouloir l'anéantissement total du vivant.

Soit, fini l'élevage ! La nature se dépa-touille. Nos sœurs et frères, veaux, vaches, cochons, couvées rendus à leur dignité et leur liberté d'aller et venir... Attends... que fais-tu de nos cultures vivrières ? Nous n'allons tout de même pas parquer nos égaux dans des réserves, ce serait indigne. Que devient ton monde idéal, un désert ? Ou alors peut-être que tu rêves qu'une grande part des humains deviennent inférieure aux animaux et disparaissent ? La planète des singes ? Allons

bon, je te sais beaucoup trop orgueilleux pour avouer cela ! Ceux que tu prétends défendre, avec les mêmes arguties totalitaires de ceux qui se font les parangons de démocraties idéales au point de vouloir les imposer à des rustres opprimés, celles des colonialistes, tu les colonises, tu en fais quoi ?

C'est vous qu'il faudrait parquer pour protéger hommes et bêtes de vos nuisances. Quand tu veux déclarer la guerre, inutile de t'habiller d'humanisme, alors qu'en réalité tu condamnes à mort. Eux, ce sont des populations civiles, ces animaux que, toi, tu prétends humaniser. Serais-tu si exemplaire pour les vouloir te ressembler ? Je maintiens que tu n'as aucune démarche protectionniste, ce qui serait tout à fait légitime. Tu masques mal une idéologie fondée sur des arguments hygiénistes douteux de transhumanistes. Il n'y a qu'à voir les tronches, ces

regards haineux et fanatiques de tes représentants sur les écrans télé, ça me donne envie d'embrasser le boucher du quartier.

Ancien fermier, j'ai vécu avec des animaux, j'ai consommé les œufs des poules qui vauquaient librement comme t'as pas idée, j'ai traité les chèvres, transformé le lait en fromages succulents, oui j'ai saigné des bêtes qui vivaient à la ferme, en revanche, contrairement à toi, pendant plus de cinquante ans je me suis battu et fait cogner dessus pour mettre fin aux corridas, au gavage intensif et inutile (oui, on peut obtenir du foie-gras naturellement sans gavage, c'est simplement moins productif), aux élevages industriels, à la chasse en meutes avinées qui défoncent tout en 4x4, à la maltraitance quotidienne de certains animaux, bref j'ai agi. Je préfère exprimer mon mépris plutôt que d'entarter vos gueules insupportables d'aseptisés, dont la réalité relève du pire. Ce ne sont pas les animaux que tu veux protéger, c'est une idéologie. Je ne te souhaite pas longue vie, vu que t'es déjà mort en dedans. J'ai pratiqué le végétarisme, j'ai bien aimé la compagnie de gens qui étaient végétaliens, j'ai même croisé des personnes qui ne buvaient pas d'alcool et que j'ai dû quitter, ils m'ennuyaient à mourir, je plaisante !

Aucun.e.s ne m'a culpabilisé de vivre comme je le faisais et même prenaient plaisir à venir me visiter et partager un moment avec ces animaux que tu ne connais pas, pas plus que la vie d'une ferme du reste. Voilà pourquoi mon chien n'est pas con puisque lui ne pose pas tes diktats débiles, lui pour qui chaque jour est une aventure nouvelle. Non, mon chien et moi ne sommes pas égaux, ni ego, je ne peux pas me balader à poil où et quand je veux, ni pisser et chier n'importe où ; si dans la rue je renifle le fondement d'une personne qui me plaît je vais me prendre une beigne méritée au travers de la binette. Décidément le dieu de mon chien est bien fragile !

Notre père qui êtes aux dieux, sortez vos poubelles en partant, ça déborde !

GABAR

**Attention en traversant les voies de la liberté,
un tyran peut en cacher un autre.**

Big Pharma is watching you !

Notre corps devient un « objet connecté » alimentant les big data appliqués à la santé, nouvel eldorado des laboratoires pharmaceutiques, des géants du web et des start-up high tech...

IL ÉTAIT UNE FOIS... ALZHEIMER

Mon grand-père, petit paysan, est mort en bonne santé à 96 ans dans sa ferme creusoise, des voisins bienveillants et discrets s'assurant qu'il gardait suffisamment d'autonomie malgré une diminution de ses capacités cognitives, bien naturelle à son âge, qui le faisait parfois me confondre avec mon père.

La mère du journaliste Philippe Baqué est morte bien plus jeune dans un EHPAD (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), bourrée de médicaments. Elle y a séjourné cinq ans, dont trois après avoir été diagnostiquée « Alzheimer », visitée régulièrement par son fils. Choqué par ce qu'il a pu découvrir, il a décidé de mener une longue enquête montrant que le fabuleux marché de la vieillesse et plus généralement de la santé devient un business de plus en plus rentable :

« J'utilise le journalisme comme un outil pour comprendre le réel, mon environnement social, politique et humain. »

Au fil de ses rencontres avec des familles, des infirmières, des médecins, des chercheurs, la maladie d'Alzheimer lui apparaît de plus en plus étrange. Ceux qui n'ont pas la mémoire qui flanche se rappellent que le neurologue allemand Alois Alzheimer avait, en 1906, autopsié le cerveau d'une de ses patientes Auguste Deter, décédée à 51 ans des suites de ce qu'on considérait à l'époque comme une « démence présénile ». Il avait constaté la présence de plaques séniles et de dégénérescences neurofibrillaires, ne sachant s'il devait l'attribuer à une vieillesse précoce ou à une maladie mentale. C'est le patron de son laboratoire, Emil Kraepelin, qui décida de l'inscrire en 1911 dans le *Manuel de psychiatrie* en tant que maladie, ce qui lui permit d'attirer crédits et subventions. Mais, pendant de nombreuses années, seules quelques personnes de moins de 60 ans ont été diagnostiquées pour cette maladie de la période présénile.

Un siècle plus tard, on évoque plus de 35 millions de cas !

« VOTRE VIEILLESSE NOUS INTÉRESSE »

Dans les années 1990, de nombreux chercheurs analysent les pathologies liées à l'augmentation du vieillissement des populations des pays occidentaux. Ainsi, Peter Whitehouse était à l'époque consultant pour les laboratoires pharmaceutiques qui ont contribué à généraliser le diagnostic Alzheimer aux personnes de plus de 60 ans :

« Afin d'obtenir des financements, la communauté neuroscientifique a défini la maladie d'Alzheimer de sorte que le handicap cognitif lié à la vieillesse n'apparaisse pas comme résultat d'un processus naturel, mais d'une maladie. »



Dans son livre *Le Mythe de la maladie d'Alzheimer*, il cite Robert Butler, directeur du NIA (Institut national du vieillissement), créé en 1974 aux États-Unis, afin de promouvoir la « maladie du siècle » :

« J'ai décidé que nous devons en faire un nom connu de tous. C'est ce que j'appelle la politique sanitaire de l'angoisse. »

Dès 1976, 1,2 million de personnes sont diagnostiquées Alzheimer et des centaines de millions de dollars affluent, attirant de nombreux chercheurs motivés par « la promesse de nouveaux fonds, une gloire potentielle, l'espoir de vaincre une maladie par l'investissement dans la technologie ».

Peter Whitehouse a changé totalement de voie, préconise la prévention du vieillissement tout au long de la vie, dont les causes sont multiples, ainsi que le maintien de relations intergénérationnelles.

Même constat pour la France : « La maladie d'Alzheimer permet surtout de drainer des budgets importants, dont 99 % sont consacrés à la recherche de traitements médicamenteux. Pendant ce temps on a des situations dramatiques en termes d'aides, de soins, d'accompagnement. Ces manques sont comblés par des neuroleptiques, des anxiolytiques, des médicaments – 10 à 15 par jour en EHPAD, toute cette chimie ne faisant qu'aggraver les troubles cognitifs », Jérémie Pélissier, gérontologue.

Encore aujourd'hui, aucun médicament n'a prouvé son efficacité sur une maladie attribuée, selon la version officielle de médecins, hôpitaux, institutions, à des plaques séniles et des dégénérescences neurofibrillaires, détectées sur 35 millions de malades en 2010, avec une prévision de 66 millions en 2030 et 115 millions en 2050 ! « Est-il logique de diagnostiquer une maladie qui ne s'est pas encore déclarée, qui ne s'exprimera peut-être jamais, et pour laquelle on n'a pas de médicament ? », François Bonnevey, gériatre.

La réponse est dans ce qu'on appelle la « Silver économie » (en référence à la couleur grise des cheveux) qui se présente comme une nouvelle source de profits, vantée par les sociétés de gestion du patrimoine : « Les seniors sont une valeur sûre ! », « Investir en EHPAD, la solution à fort rendement ! » Près de 150 start-up ciblant les personnes âgées sont regroupées dans une « Silver valley » en région parisienne et la « Commission Innovation 2030 » a fait de l'économie du vieillissement un des sept axes à fort potentiel pour l'avenir de la France...

LE « PÉRIL GÈNE »

À la fin du siècle dernier, l'industrie pharmaceutique faisait grise mine : de nombreux médicaments très rentables passaient en génériques et la mise sur le marché de nouvelles molécules ralentissait dangereusement. Un nouveau concept allait sauver la mise : la médecine personnalisée « adaptée aux caractéristiques biologiques de chaque individu, données génétiques, taux de protéines, biomarqueurs ». Recherches publiques et privées, consortiums, start-up s'y engouffrent. Il s'agit, en investissant dans les innovations technologiques, d'utiliser pour une maladie donnée des tests-diagnostic permettant de cibler des sous-groupes de patients présentant des caractéristiques biologiques identiques, des biomarqueurs. Chaque sous-groupe a ainsi un traitement particulier associé aux tests dits « compagnons ». Par exemple, le groupe pharmaceutique Roche crée au début des années 2000 une division « diagnostic » et rachète une Société spécialisée dans le séquençage ADN, espérant générer à terme 50 % de son chiffre d'affaires.

Si, comme l'indique récemment le cancérologue Ian Tannok : « seuls 5 % des patients traités avec la médecine personnalisée en ont tiré un bénéfice », cette « nouvelle médecine » a été dopée par un « tsunami technologique », le séquençage intégral du génome humain. En 2003, le premier réalisé avait nécessité 3 milliards de dollars de recherche et mobilisé 20 000 personnes pendant treize ans, et en 2013 il est disponible en 24 heures pour quelques centaines de dollars, 200 000 personnes l'ayant obtenu dans le monde, avec un objectif d'un milliard en 2022 ! La connaissance du patrimoine génétique de chaque individu est en marche.

Au nom d'une « médecine participative », chacun est invité à s'entourer d'objets connectés enregistrant en permanence poids, pouls, tension, taux de glucose...

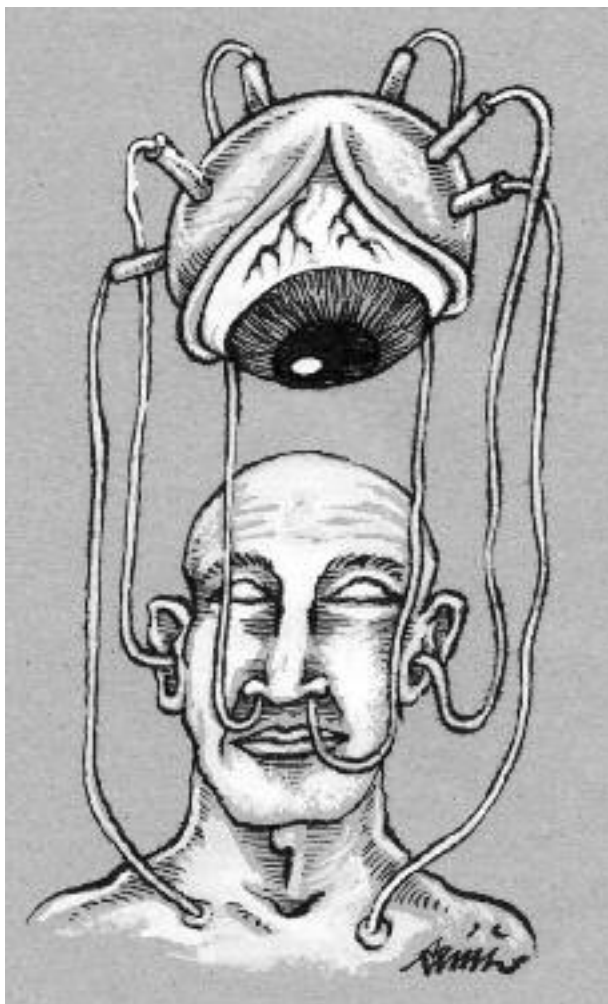
Google propose des nanoparticules à introduire dans le corps pour détecter l'apparition de cancers. Sur le marché, des smartphones, des montres connectées (Apple Watch) permettent un suivi de paramètres biologiques et du sommeil, dont l'enregistrement constitue un dossier médical numérique. Veritas Genetics développe « My genome », une application pour smartphone permettant d'analyser son génome et d'indiquer des prédispositions pour telle ou telle maladie.

Un médecin (plus tard un robot ?) peut assurer à distance téléconsultation, télé-expertise, télé-assistance.

Toute cette surveillance médicale numérique va bigrement intéresser patrons, banquiers et assureurs...

« JE NE SUIS PAS UN NUAGE DE POINTS ! »

Les données collectées par le séquençage génétique sont un enjeu pour la compétition économique impliquant firmes pharmaceutiques et géants du numérique. Les « bio-banques » se multiplient pour conserver des données à forte valeur marchande.



Ainsi, Genomics England projette de séquençer 100 000 personnes alors que DeCode Genetics a séquençé l'ADN des 300 000 Islandais mais n'a pu le vendre à la firme pharmaceutique Hoffman-La Roche, la Cour suprême s'y étant opposée. En France, le plan « France génomique 2025 » ambitionne de « faire émerger une filière médicale et industrielle en médecine génomique » et la Sécurité sociale est invitée à rembourser nouveaux traitements et tests-diagnostic. Un « corps numérique », lié aux innovations technologiques, se substitue au « corps réel », dépendant de l'histoire psychologique, sociale, culturelle, familiale de chacun :

« Il faudrait confier à des outils techniques le soin de tout voir, tout mesurer, tout prévoir, tout dépister, tout traiter ou tout remplacer », proteste le professeur Hervé Chneiweiss.

Google, Apple, Facebook et consorts (les GAFA) ont un poids écrasant avec leurs

capacités de stocker, analyser, commercialiser des masses considérables de données : IBM dispose des données médicales et personnelles de 300 millions de personnes. De son côté, Google est devenu Alphabet, un holding gigantesque : parc de serveurs, YouTube, Google Map, Google Livres, Intelligence artificielle, nanotechnologies, téléphonie mobile, capital-risque et, dans le domaine de la santé, traitements par implants bio-électroniques, analyse de données médicales, « carte de la santé humaine » (données génétiques, cliniques, informations sur le sommeil, activités physiques, etc.). Google investit dans plus de 300 start-up spécialisées dans le domaine médical et regroupe plusieurs dizaines de laboratoires (sciences de la vie, intelligence artificielle, robotique), dans des lieux en général tenus secrets.

La vie se réduirait-elle à des algorithmes gérant des nuages de points ?

ÉLAN NOIR

Allaitement et féminisme

(première partie)

UNE LECTRICE nous propose cet article. Il sera publié en deux fois. La suite dans le prochain numéro.

POURQUOI CE TEXTE

Il y a quelque temps est sorti le livre d'Élisabeth Badinter : *Le Conflit, la femme et la mère*. Allaitement, couches lavables, tentation d'arrêter de travailler pour élever ses enfants, elle voit dans la sanctification de la mère et l'écologie radicale un danger pour les droits des femmes et dénonce l'apparition d'un mouvement maternaliste qui se veut culpabilisant et surtout aliénant par l'injonction aux mères de ce qu'elles doivent faire.

En effet, toute forme d'injonction a un caractère liberticide, et imposer quoi que ce soit est forcément aliénant d'autant plus quand c'est fait par le biais de la culpabilité. Pour moi, la question de la liberté, c'est de pouvoir faire ses propres choix en étant le mieux éclairé.

J'ai allaité mes enfants et pourtant je ne me sentais pas aliénée comme l'auteure semble le dire. Par la suite, je me suis rendue compte que ma liberté se construisait d'autant mieux que je tissais des liens. Comme j'allaitais et que je n'avais besoin d'emporter avec moi que des affaires de rechange, je sortais très facilement avec eux. Comme je les portais en écharpe, ils dormaient contre moi et découvraient le monde extérieur avec moi. Je n'avais pas l'impression de subir quelque chose qui entravait ma liberté.

Cela m'a amenée à me questionner sur les relations que peuvent entretenir féminisme et allaitement. J'ai donc souhaité écrire un petit texte afin d'éclaircir ce sujet.

Sur Wikipédia, on définit le féminisme comme un ensemble de mouvements et d'idées politiques, philosophiques et sociales, qui partagent un but commun : définir, promouvoir et atteindre l'égalité politique, économique, culturelle, personnelle, sociale et juridique entre les femmes et les hommes. Il est évident que la lutte féministe ne se réduit pas à la seule question de la maternité, mais c'est sur cette question de la maternité que je vais me pencher. Peut-on donc se dire féministe et allaiter ou, comme semble le dire certaines féministes, l'allaitement est-il une servitude de plus ?

L'ALLAITEMENT EST-IL COMPATIBLE AVEC LE FÉMINISME ?

En faisant des recherches, je suis tombée sur l'article de Claude Didierjean-Jouveau¹ : « *L'allaitement est-il compatible avec le féminisme ?* » Elle présente les enjeux du féminisme en décrivant deux facettes du mouvement de défense du droit des femmes : « Les rapports entre féminisme et allaitement n'ont jamais été simples et ont varié selon les époques et les pays. » Elle dit qu'en simplifiant grossièrement, il y aurait ces deux courants (même s'il y a, bien sûr, autant de féminismes que d'individus) :

– Un courant différentialiste (ou identitaire ou essentialiste) : « *Celui pour qui être une femme avec un corps de femme et les fonctions biologiques qui vont avec (menstruations, grossesse, allaitement...) est une joie et une fierté et où l'allaitement est un pouvoir féminin. Les différentialistes revendiquent l'égalité des sexes dans la différence et cherchent à valoriser la "féminité" et/ou combattre la masculinité en soi.* »

– Un courant égalitariste (appelé aussi collaborationniste) : « *Celui pour qui tout ce qui est proprement féminin est une calamité [...] et pour qui le combat à mener est d'obtenir une stricte égalité entre hommes et femmes (entre autres : obtenir le partage des tâches domestiques, dont les soins aux enfants) et où la maternité est vue comme un esclavage et un lieu de domination masculine. Les collaborationnistes cherchent à nier les différences entre les hommes et les femmes, refusant la condition féminine de manière à avoir les mêmes droits que leurs confrères masculins.* » En France, ce deuxième courant aurait dominé le mouvement féministe ces dernières décennies, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Au début du ^{xx}e siècle, en France, les féministes défendent la maternité et la définissent comme une « fonction sociale ». Elles défendent radicalement l'allaitement face à une mortalité infantile causée par les biberons à tubes infectés. Elles luttent pour que les travailleuses aient des droits spéciaux (comme l'heure d'allaitement ou les chambres d'allaitement) et promulguent des lois permettant la facilitation de l'allaitement.

Après la Seconde Guerre mondiale, on assiste à un renversement : la majorité se retrouve dans le discours de Simone de

Beauvoir et de son *Deuxième sexe* pour dénoncer l'esclavage de la maternité, et centrer le combat féministe sur le droit à la contraception et à l'avortement. Historiquement, à cause du régime de Vichy qui maintenait une régression des droits des femmes avec le fameux « travail, famille, patrie », l'allaitement a été perçu comme une entrave au travail des femmes. L'auteure argumente que les enjeux financiers énormes (l'allaitement échappant au système marchand) ont certainement joué dans le fait que notre société aurait choisi de s'éloigner des besoins des bébés, connus depuis des millénaires (nous sommes des mammifères). Ainsi, certaines inventions comme les substituts de la nourriture pour bébé s'étendent massivement et deviennent la norme.

Aujourd'hui, même si les féministes anti-allaitement se font moins entendre, elles restent bien sur les mêmes positions, avec entre autre l'ouvrage d'Élisabeth Badinter, *Fausse route*, où elle attaque les « différentialistes » sur leur vision de la maternité et dénonce « la nouvelle culpabilisation des mères » soumises au « devoir d'allaitement ».

Ailleurs dans le monde, un pays comme les États-Unis a vu lui aussi s'affronter les « égalitaristes » et les « différentialistes ». Penny Van Esterik, une américaine féministe et militante de l'allaitement défend l'idée que les groupes féministes devraient intégrer l'allaitement dans leurs luttes pour plusieurs raisons :

– L'allaitement suppose des changements sociaux structurels qui ne pourraient qu'améliorer la condition des femmes.

– L'allaitement affirme le pouvoir de contrôle de la femme sur son propre corps, et met en question le pouvoir médical.

– L'allaitement met en cause le modèle dominant de la femme comme consommatrice.

– L'allaitement s'oppose à la vision du sein comme étant d'abord un objet sexuel. Par ailleurs, l'érotisation des seins est très forte dans cette société patriarcale, l'allaitement est perçu comme opposable aux besoins sexuels des hommes.

– L'allaitement exige une nouvelle définition du travail des femmes. Définition qui prenne en compte de façon plus réaliste à la

fois leurs activités productives et leurs activités reproductives.

– L'allaitement encourage la solidarité et la coopération entre femmes, que ce soit au niveau du foyer, du quartier, au niveau national et international.

En conclusion, elle parle des mères d'aujourd'hui qui revendiquent cet héritage féministe et qu'elles souhaitent continuer à faire progresser : « *Nous voulons faire des études, choisir le moment juste pour nous d'avoir des enfants, continuer à progresser professionnellement, mais sans renier notre maternité, sans renoncer à allaiter.* »

UNE LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE DE LA MATERNITÉ ET DE L'ALLAITEMENT

Au cours de l'histoire, on voit des féministes françaises mettre au cœur de leurs préoccupations maternité et allaitement, et lutter pour la reconnaissance de la maternité comme une « fonction » sociale. On peut penser encore aujourd'hui que ces « fonctions » ne sont pas reconnues par une société faite par les hommes et pour les hommes : congé maternité réduit à sa forme la plus minimale, congé parental foutage de gueule, etc. S'occuper de ses enfants est perçu, encore aujourd'hui, comme une activité de seconde zone. L'allaitement, comme le maternage proximal, met nettement en lumière que le monde du travail est un monde hautement masculinisé, défini par et pour les hommes. Il n'est finalement de place que pour le temps et le rythme de l'homme adulte mais jeune.

LE MYTHE DE L'INTERCHANGEABILITÉ DES SEXES

Ainsi, certaines féministes pensent que le féminisme français se serait perdu dans une lutte pour l'identité au lieu d'une lutte pour l'égalité (égalité consistant à respecter l'identité de chaque sexe et leurs différences). Elles dénoncent le mythe de l'interchangeabilité des sexes. Elles expliquent que les technologies (biberons, lait artificiel, césarienne de confort, etc) n'ont pas libéré les femmes mais au contraire « *contribué à servir le pouvoir masculin en renforçant l'injonction faite aux femmes de ressembler aux hommes et de renier leur « fonction », entre autres, maternelle* ».

Ainsi, elles dénoncent cette interchangeabilité des sexes qui, selon elles, participe à la négation du droit des enfants. Des cas de justice où le besoin de sécurité physique et affective des enfants est nié lors d'une séparation sont cités comme exemples. Elles s'appuient sur des recherches récentes qui ont mis en avant les effets nocifs significatifs sur le tout-petit, loin de la figure d'attachement principal qui est majoritairement la mère.

LA QUESTION DES DROITS DE L'ENFANT

À différentes époques, certaines féministes ont défendu l'idée que l'enfant avait droit au lait maternel. Cette idée a été dénoncée par d'autres féministes comme un asservissement de la femme via un discours prosélyte et culpabilisant.

En se référant aux luttes contre l'agisme², certaines féministes ont aussi soulevé la question du droit de l'enfant à la sécurité affective nécessaire à son bon développement. Ici je cite M^{me} Herzog-Evans³, spécialiste du droit des femmes, des enfants et de l'allaitement, qui dénonce « *un aveuglement collectif de croire que les mères peuvent être remplacées des journées entières sans dommages pour leurs petits. Des recherches⁴ ont mis en avant les conséquences délétères sur le développement cognitif, le développement de l'intelligence et les troubles du comportement* ». « *Ces données ne sont pas agréables à entendre – et c'est une mère de cinq enfants ayant toujours exercé une activité professionnelle qui écrit ces lignes – mais faire l'autruche à leur égard ne constitue pas une approche mature.* » Elle explique que ce déni collectif serait maintenu par « *les forces mercantiles du monde capitaliste dans lequel nous vivons* ».

UNE NOUVELLE DÉFINITION D'UN FÉMINISME BIOLOGIQUE ET HUMANISTE

M^{me} Herzog-Evans conclut son étude⁵ avec une nouvelle définition d'un féminisme biologique et humaniste. Celui-ci serait éclairé par un accès aux informations permettant l'émancipation de la domination du corps médical, de la désinformation de la puissance mercantile des laboratoires de l'industrie agro-alimentaire et la remise en question du modèle féministe français actuel.

Selon elle, ce nouveau féminisme pourrait permettre une complémentarité entre la construction d'une identité dans la sphère publique et dans le maternage. Intégrer l'allaitement dans les luttes féministes au lieu de le combattre ne serait que positif pour l'amélioration de la condition des femmes : il pourrait amorcer des changements sociaux structurels, il renforcerait le contrôle de la femme sur son corps, remettrait en question le modèle dominant de la femme consommatrice et exigerait une nouvelle définition plus réaliste du travail des femmes en prenant en compte la femme dans sa globalité.

KAD

1. Auteure, animatrice de l'association La Leche League pour le soutien à l'allaitement maternel, et éditrice de la revue *Allaiter Aujourd'hui*.

2. L'agisme regroupe toutes les formes de discrimination, de ségrégation, de mépris, fondées sur l'âge.

3. Professeure de Droit privé et sciences criminelles et auteure, entre autres, d'*Allaitement maternel et droit*, aux éditions l'Harmattan.

4. N.d.a : on peut citer Michel Odent qui abonde dans son sens en apportant un éclairage sur ce sujet dans son livre *Le Fermier et l'accoucheur : l'industrialisation de l'agriculture et de l'accouchement*, paru en 2004. Il fait le parallèle entre l'industrialisation de l'agriculture et l'industrialisation de la naissance. Il explique les conséquences des événements qui se déroulent durant la période primale (de la conception au premier anniversaire) sur la santé et le comportement de l'enfant et notamment des conséquences des séparations précoces entre le petit enfant et sa mère. Il va même jusqu'à faire un parallèle entre les sociétés qui séparent précocement l'enfant de la mère et les sociétés de type guerrière, agressive.

5. Étude parue dans *La Revue des droits de l'homme*, dossier thématique : « Les droits des femmes face à l'essor de l'intérêt de l'enfant. Féminisme biologique, allaitement et travail, une nouvelle forme d'autodétermination des femmes », 2013. Disponible sur <https://journals.openedition.org>

Un peuple et son président

Nous publions ce texte d'un de nos lecteurs, même si, selon nous, certains points auraient besoin d'être éclaircis. Par exemple, l'auteur défend-il l'idée d'un « président de la nation » ou comme Félix Piat, celle d'un « simple exécutif ministériel » ?

« Ma légitimité, je ne la tire d'aucun parti, d'aucune coterie, je la tire de vous. »

DANS LE FILM, récemment sorti, « un peuple et son roi », Pierre Schoeller nous montre, en première image, le roi Louis XVI lavant les pieds des pauvres, tel le Christ, et en dernière image, le corps du roi décapité, sur ce trône qu'est devenu l'échafaud ! La figure du roi s'écroule, sa tête aussi, pour trahison envers le peuple français ! La violence de l'image et surtout de sa réalité ne peuvent occulter la violence exercée sur le peuple, par des centaines d'années d'oppression du régime de la noblesse et du clergé.

Quelles que soient les polémiques et discussions encore vives concernant cet événement réel et d'une portée symbolique immense, la situation sociale actuelle, les remises en cause de la légitimité de Macron, me semblent relever, toutes proportions gardées, de la même symbolique.

A travers sa personne, le rejet de sa personne, par une partie non négligeable des « gilets jaunes » soutenus par une part importante de la population, la question de la légitimité de son élection (portée par la finance et par, en réalité, 43,6 % du corps électoral – votes par défaut, votes blancs non comptabilisés, abstention très importante) est posée.

Et, au risque de raccourcir l'argumentaire, la question d'un président de la république élu au suffrage universel ne pose-t-elle pas la question toute simple, déjà posée depuis 1848, de l'antagonisme, de l'incompatibilité de juxtaposer le mot République avec le mot Président ?

Président de la nation, oui, président de la république, non.

Car, selon nos ancêtres illustres, la république est le gouvernement du peuple par le peuple.

Discours prononcé le 5 octobre 1848, à l'Assemblée nationale par Félix Pyat : *« Citoyens représentants, je ne veux point de président. Un pouvoir exécutif indépendant du pouvoir législatif, ce n'est pas une séparation, c'est une division du pouvoir ; c'est la monarchie dans une république. Il n'y a plus qu'un droit, le droit du peuple, qu'un roi, le peuple même représenté par une assemblée élue, l'Assemblée nationale. Cette assemblée doit donc être souveraine comme le peuple qu'elle représente ; elle résume tous les pouvoirs, seulement elle le dit avec le droit, parce qu'elle le dit au nom du peuple. »*

La puissance qui appartenait au roi, puis au roi et aux chambres, est revenue toute entière au peuple, au peuple seul, au peuple représenté par une assemblée unique, élue au suffrage universel.

Et il mettait en garde : *« Un président nommé par la majorité absolue des suffrages du peuple, aura une force immense et presque irréversible ; une telle élection est un sacre bien autrement divin que le sang de Saint Louis. Chacun de vous n'a été élu que par un département, non par la France, vous n'êtes en fait que les neuf centièmes du peuple, je suis, à moi seul (dira-t'il) plus que toute l'Assemblée... je suis plus souverain que vous. »*

« Si le président est indépendant de l'Assemblée, il faut qu'il soit irresponsable, et alors c'est le roi, or nous sommes en république ; ou il est responsable des actes ministériels, et alors il faut qu'il sorte, comme les ministres mêmes, du sein de l'Assemblée. »

Extrait du journal *La Commune affranchie* du 9 avril 1878 : *« Félix Pyat demande le retour à la logique de la Convention : simple exécutif ministériel, élu par la Chambre et responsable à la Chambre. »*

« En effet, le président, comme le roi, c'est le pouvoir exécutif supérieur au législatif, ni distinct, ni séparé, encore moins dépendant du législatif, au contraire ayant le droit de proposition, veto et dissolution en un mot, un roi. »

Inféodés à nul parti ou syndicat, majoritairement hommes et femmes de conditions populaires ou dits de la classe moyenne « basse », les « gilets jaunes » ne rentrent dans aucun schéma pré-établi par la classe politique traditionnelle. Leur révolte est le fruit de dizaines d'années de régression du pouvoir d'achat (y compris les retraites), de conditions de travail dégradées, d'arrogance des pouvoirs successifs en place.

Demander la destitution de Macron est légitime mais fait trembler la classe dominante. C'est pourquoi la répression de ce mouvement est si violente, systématique et revendiquée haut et fort. Contrôles préventifs, quartier des Champs Élysées (où se tiennent les lieux de pouvoir) transformé en forteresse inaccessible, le pouvoir se blinde, se barricade...

Et fait semblant de lâcher du lest alors que, profondément, il y a une remise en cause de sa légitimité.

De même que pendant les « nuits debout », en 2016, des forum de discussions, des assemblées générales spontanées se tenaient avec une puissance de propositions visant une subversion républicaine, de même, dans les ronds-points se nouent des solidarités nouvelles, des espoirs d'une république et d'une démocratie faites de justice sociale. Encore une fois, et avec une grande fierté.

Oublier Clémence

Michèle Audin, mathématicienne, écrit des livres pour redonner vie par l'écriture aux morts anonymes de l'Histoire. Dans *Une vie brève*, elle avait choisi, parallèlement au combat de sa famille pour exiger la vérité sur la mort de son père Maurice torturé et assassiné en 1957 en Algérie par les militaires français, d'évoquer les vingt-cinq ans de vie de celui-ci : «*Je le dis d'emblée, ni le martyr, ni sa mort, ni sa disparition ne sont le sujet de ce livre. C'est au contraire de la vie, de sa vie, dont toutes les traces n'ont pas disparu, que j'entends vous parler ici.*»

Puis dans *Mademoiselle Haas*, elle nous parle de quinze femmes d'origine juive qui vivaient dans les années 1930 et dont elle retrouve les traces – ouvrières ou employées de commerce –, oubliées par les livres d'histoire où «*elles y sont invisibles*».

«*Mademoiselle Haas (Catherine) ne peut pas révéler que, si elle fut bousculée et piétinée par la horde menaçante des Croix-de-Feu, ce n'est pas parce qu'elle est fasciste, mais parce qu'elle se rendait chez un médecin pour avorter.*»

Dans *Comme une rivière bleue*, Michèle Audin évoque les Communards : «*Personne ne se souvient de leurs noms*

mais je vais vous dire un ou deux mots de cette passementière qui toute sa courte vie souffrit tellement des dents, de ce marchand de produits chimiques de Saint-Paul que seules de grandes quantités de vin rouge consolaient, de ce menuisier qui sculptait de petits jouets en bois pour l'enfant qu'il attendait...» Récit dédié à tous les vaincus – pas parce qu'ils ont été battus mais parce qu'ils se sont battus ; elle mêle là documents d'archives, fiction et poésie.

Pour sa dernière publication *Oublier Clémence*, l'auteure part de 5 phrases inscrites dans un registre d'état civil et continue son exploration des personnages secondaires de l'Histoire. Il s'agit là d'évoquer la vie brève de Clémence Janet, son arrière-grand-mère, ouvrière en soie et morte à 21 ans à l'hôpital le 15 janvier 1901.

Pour redonner vie à son héroïne, Michèle Audin reprend chaque mot du registre et l'inscrit dans l'histoire sociale de son époque : le XIX^e siècle où un enfant sur vingt ne dépassait pas l'âge d'un an, où les ouvrières travaillaient douze heures par jour et mourraient à l'hôpital de tuberculose ou de septicémie après une fausse couche.

Il faut lire les livres de Michèle Audin qui sait nous faire entendre la voix des invisibles de l'Histoire, le plus souvent des

femmes. Évoquer quelque chose du monde dans lequel elles ont vécu pour ne plus les oublier.

Michèle Audin avait trois ans quand son père Maurice Audin a été assassiné par les militaires français ; de lui, elle écrit : «*Je voudrais aussi me souvenir d'une habitude, d'une expression, de la manière qu'il avait de porter tel ou tel vêtement, de choses insensibles, banales, insignifiantes. J'aimerais lui connaître des défauts.*»

Il aura fallu attendre soixante et un ans pour qu'en septembre 2018 un président français s'exprime sur les causes de la mort du militant suspecté d'aider le FLN, reconnu enfin comme crime d'État. Mais ce meurtre fut loin d'être un cas isolé. De janvier à septembre 1957, il y eut des Maurice Audin par milliers, enlevés, séquestrés, torturés.

Le site Internet 1000autres.org vient d'être créé par l'Association Maurice-Audin pour faire connaître la vérité sur ces disparitions.

SAGNA

Une vie brève, Gallimard-L'Arbalète, 2013 ;
Mademoiselle Haas, Gallimard-L'Arbalète, 2016 ;
Comme une rivière bleue, Gallimard-L'Arbalète, 2017 ; *Oublier Clémence*, Gallimard-L'Arbalète, 2018.

Le n° 7 de « Casse-rôles » vient de sortir...

Édito 2/ Supprimons la double clause de conscience pour l'avortement ! 3/
Les parents d'enfant français : cibles et suspects 4-7/ À poil, sinon rien ! 8/
Olympisme, reflet du patriarcat 10/ Convention d'Istanbul : Violences
contre les femmes reconnues 11/ À Montreuil, lecture à la sauce McDo 12/
Le Népal interdit « l'exil menstruel » 12/ Un enfant dans le dos... 14/
PMA : ultime réification 15/ Manif : #NousToutes... vraiment ? 16/ QPC :
liberté des viols tarifés ou dignité de la personne ? 18/ Lectures 19/
Pauvres, taisez-vous ! 20/ Vote des femmes, RIP et vote tout court 21/
Turlututu chapeau pointu... les sorcières sont de retour ! 22/ (B)rèves 23/

Rencontre du vendredi 22 février à Montreuil (à partir de 14 heures)

Présentation du journal, discussions,

auberge espagnole, musique et chansons...

Maison des Femmes Thérèse-Clerc de Montreuil

24-28, rue de l'Église, 93100 Montreuil (M^o Mairie de Montreuil)

casse-roles@outlook.fr

<http://casse-roles.revolublog.com/>





Au fabuleux destin café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, à Aubusson, du jeudi au samedi à partir de 18 heures, spectacle à 20 heures
Extraits du programme de février-mars

Les jeudis, le bar est ouvert de 18 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter les expositions. Jusqu'au 28 février peintures de Christian Aha, du 1^{er} au 30 mars dessins, photographies et tapisseries de Clémentine Dalais-Guillot.

Jeudi 7 février 20h : Cabaret poésie. Soirée animée par Nuax Ov et Arnaud Gosselin. Inscription ou contact : agossel@hotmail.fr

Vendredi 8 février 20h : Et si Hugo m'était chanté ? Concert - conférence intimiste par Dominique Zinderstein.

Samedi 9 février 20h : Toboggans poétiques. Un cirque jubilatoire autour de la langue.

Vendredi 15 février 20h : [n : u] Quartet. Jazz poétique, primitif et progressif. Avec Valeria Vitrano (chant), Clémence Lagier (chant et looper), George Storey (contrebasse et effets), Matthias Bayle (batterie).

Samedi 16 février 20h : Robert Johnson, mythe et réalité.

Par Hervé Krief à la guitare acoustique et au texte.

Dimanche 17 février 19h : 'Na velhada / une veillée en français et en occitan, où chacun peut apporter sa part : un conte, une chanson, un poème... ou simplement une paire d'oreilles aux aguets.

Vendredi 22 février 20h : Duo Tsapluzaires. Avec Wilton Maurel (violon, voix et pieds), Simon Guy (violon, guitare et voix).

Samedi 23 février 17-19h : L'École numérique : miroir aux alouettes ? Rencontre-débat, avec des enseignants signataires de l'Appel de Beauchastel. Conscients que les écrans ont tout envahi, que vivre avec son temps ce n'est pas en être victime et que penser, c'est savoir quelquefois dire non, ils exposent les raisons de leur refus des outils numériques et font part des pressions qu'ils subissent.

Samedi 23 février 20h : Sac à malice. Scène ouverte.

Jeudi 28 février 20h : Dans quel pays voulons-nous vivre ? Projets nuisibles et chemins de traverse. Soirée débat proposée par Stopmines23 et Creuse-Citron. Voir encadré page 13.

Vendredi 1^{er} mars 20h : La Bricole. Chants maritimes du Boulonnais. Avec Vincent Brusel (mandoline, chant), Olivier Catteau (accordéon, chant), Julien Biget (bouzouki, guitare, chant).

Samedi 2 mars 20h : Armel Dupas. Piano.

Du 5 au 9 mars. Les Grandes Oreilles Semaine du conte.

Mardi 5 mars 19h30 : La belle tablée, repas conté.

Mercredi 6 mars 10h et 11h : Tablier comptines. De et avec Marie Prete et Sandrine Zimmer. Contes et comptines, à partir de 3 ans.

15h30 : Contes et Objets. À partir de 7 ans.

Moby Dick. Théâtre d'objets et récit sur table par Elodie Mora.

Toujours Rien ? Théâtre d'objets, par la Cie Le pain des oiseaux.

Jeudi 7 mars 20h : Contes à malice. Scène ouverte.

Vendredi 8 mars 20h : Barbe Blues conte-théâtre par Elodie Mora.

Samedi 9 mars 17h : Balade contée avec É. Mora et A. Gosselin.

Samedi 9 mars 20h : Le Chant du Rossignol Brigand - épopée de Kiev. Récit, chant, accordéon par Magda Lena Gorska.

Jeudi 14 mars 20h : « Internet ou le retour à la bougie ». Soirée débat à propos de cet ouvrage, avec son auteur, Hervé Krief.

Vendredi 15 mars 20h : Signes des temps, une soirée philosophique Soirée proposée et animée par Arnaud Gosselin.

Samedi 16 mars 20h : Écoute'... s'il pleut. Duo claviers, claquets, et objets sonores avec Christine Mas et Alain Brühl.

Vendredi 22 mars 19h : Antoine Amigues. Ethno-blues.

Samedi 23 mars 20h : Duo Sève. Chanson sauvage. Avec Fanny Milcent (chant, textes) et Jean-Christophe Ginez (violoncelle).

Vendredi 29 mars 20h : HØST music. Carla Gaudré (saxophones, claviers, glockenspiel, voix), Dorian Dutech (guitares, glockenspiel, voix), Pierre Terrisse (basse), Théo Teboul (batterie, claviers).

Samedi 30 mars 20h : Vampyr. Ciné-concert. Film de Carl Theodor Dreyer, 1932, 70'. Création sonore: Nadia Lena Blue

Dimanche 31 mars 15h-18h : Atelier fabrication de savons avec Romaric.



Stopmines23

2 mars 2019

Assemblée générale

Chambon-sur-Voueize, salle des associations

www.stopmines23.fr



Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue

Au Fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier

Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue

Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue

Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix

Auzances : sur le marché *Boulangerie Enrico et Sophie*

Bénévent l'Abbaye : Bar *Le Père tranquille*

Bourganeuf : *Maison de la presse*

Boussac bourg : *Ferme Chauveix*

Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*

Chambon-sur-Voueize : Bar *Le bistrot d'autrefois*

Colondannes : *Auberge du prieuré*

Dun-le-Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*

Cinéma Alpha

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Ressourcerie *Le Monde allant vers*

Café des enfants

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*

Ressourcerie *Court-circuit*

Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Gargilesse-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*

Guéret :

Coop des champs, rue de Lavilatte

Bar de la Poste, rue Martinet

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Jarnages : *L'Alzire*, café hôtel restaurant

La Souterraine : *Le Panier du coin*

Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte

CIRA, 64, rue de la Révolution

Montluçon :

Librairie *Le Talon d'Achille*, 8, pl. Notre-Dame

Librairie *La Gozette*, 4, rue Porte des forges

Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*

St-Junien-les-Combes : Lieu associatif *Comme*

une fleur sur la soupe

St-Sulpice-le-Guérois : *Le Caméléon café*,

Claverolles

Sardent : Épicerie *Vival*

Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante

Le Temps des cerises

et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : Creuse-Citron

BP 2 23 000 Sainte-Feyre

Courriel : creuse-citron@legtux.org

Impression : Espace Copie Plan, Guéret



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.